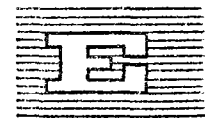


NATIONS UNIES
DIVISION LINGUISTIQUE
SECTION DES REFE. LINGV.
CONV. ARCHIVES
EGYPTE
A RENDRE BUREAU 5107
SOCIÉTÉ



Distr.
GENERALE
E/CN.4/1234
16 décembre 1976
FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Trente-troisième session
Point de l'ordre du jour provisoire

DROITS DE L'HOMME ET PROGRES DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE

Faits nouveaux survenus dans les autres organismes
des Nations Unies et présentant un intérêt pour la Commission

Rapport du Secrétaire général

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION	1 - 3	1
II. DESCRIPTION GENERALE DES TRAVAUX CONCERNANT LES PROGRES DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE QUI ONT ETE ENTREPRIS - OU SONT ACTUELLEMENT ENTREPRIS - A L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES EN DEHORS DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME	4 - 34	2
1. Comités permanents de l'Assemblée générale	4 - 7	2
2. Mécanisme central du Conseil économique et social	8 - 12	4
3. Mécanismes régionaux du Conseil économique et social	13 - 17	6
4. Organisations et programmes connexes des Nations Unies ...	18 - 23	10
5. Institutions spécialisées et Agence internationale de l'énergie atomique	24 - 34	13
III. ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS CONCERNANT LA SCIENCE ET LA TECHNIQUE	35 - 54	21
IV. ELABORATION D'UNE POLITIQUE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT	55 - 73	30
V. PROCHAINE CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LA SCIENCE ET LA TECHNIQUE AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT	74 - 86	35

I. INTRODUCTION

1. Dans la première et principale résolution de l'Assemblée générale concernant les droits de l'homme et les progrès de la science et de la technique, à savoir la résolution 2450 (XXIII) du 19 décembre 1968, le Secrétaire général était invité à entreprendre "l'étude des problèmes posés du point de vue des droits de l'homme par les développements de la science et de la technique". Au troisième alinéa du préambule de cette résolution, l'Assemblée générale faisait sienne l'idée que les problèmes relatifs aux droits de l'homme et aux progrès de la science et de la technique "requièrent des études interdisciplinaires menées de façon approfondie et continue". Dans un certain nombre d'autres résolutions, il est demandé d'étudier de façon continue les progrès de la science et de la technique sous l'angle des droits de l'homme et de renforcer la coopération et la coordination entre les organes intéressés. Dans la résolution 2721 (XXVI) de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1970, le Secrétaire général est prié "de poursuivre l'étude des problèmes posés du point de vue des droits de l'homme par les développements de la science et de la technique"; dans la résolution 3026 B (XXVII) du 15 décembre 1972, il est prié "d'accélérer et d'achever l'établissement de rapports pertinents" sur cette question; dans la résolution 10 (XXVII) de la Commission, en date du 18 mars 1971, il lui est demandé de poursuivre "son étude sur les conséquences que comportent, sur le plan du respect des droits de l'homme, les progrès actuels de la science et de la technique"; dans la résolution 11 (XXXII) de la Commission, en date du 5 mars 1976, il est prié "de continuer et, si nécessaire, de renforcer la coopération et la coordination adéquate entre les organes des Nations Unies et les institutions spécialisées en ce qui concerne les conséquences de la science et de la technique pour les droits de l'homme, et ce en particulier dans la perspective de la conférence envisagée sur la science et la technique et le développement".

2. En ce qui concerne le présent rapport, le fait que l'Assemblée générale, dans sa résolution 3268 (XXIX) du 10 décembre 1974, a demandé à la Commission de "dresser un programme de travail" en ce qui concerne les droits de l'homme et les progrès de la science et de la technique, revêt une importance particulière. Pour établir un tel programme, il importe que la Commission soit informée de ce qui se passe dans les autres organes des Nations Unies, et peut-être, en particulier, des faits récents intervenus en ce qui concerne les dispositions institutionnelles relatives à la science et à la technique, la formulation d'une politique relative à la science et à la technique au service du développement, et la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement qui doit se tenir prochainement. La Commission désirera veiller, d'une part, à ce que ses activités et celles d'autres organes ne fassent pas double emploi et, d'autre part, à ce que les aspects des progrès de la science et de la technique concernant les droits de l'homme ne soient pas négligés. Ce document devrait être lu en même temps que les autres documents que la Commission établit actuellement sur la politique en matière de science et les mécanismes d'évaluation de la technique aux niveaux national et international. Ces mécanismes ont été respectivement étudiés, de façon préliminaire, dans les paragraphes 150 à 188 et 213 à 230 du rapport du Secrétaire général sur l'équilibre à établir entre le progrès scientifique et technique et l'élévation intellectuelle, spirituelle, culturelle et morale de l'humanité (E/CN.4/1199/Add.1), établi en application de la résolution 2450 (XXIII) de l'Assemblée générale.

3. Le présent rapport sera mis à jour pour les sessions ultérieures de la Commission.

II. DESCRIPTION GENERALE DES TRAVAUX CONCERNANT LES PROGRES DE LA SCIENCE
ET DE LA TECHNIQUE QUI ONT ETE ENTREPRIS - OU SONT ACTUELLEMENT
ENTREPRIS - A L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES EN DEHORS DE LA
COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

1. Comités permanents de l'Assemblée générale

4. Le Comité scientifique des Nations Unies a été créé en vertu de la résolution 810 B (IX) de l'Assemblée générale, en date du 4 décembre 1954, dans laquelle le Secrétaire général était autorisé à créer un comité consultatif, composé d'hommes de science nommés par sept Etats Membres, pour l'aider à préparer la première Conférence internationale sur l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques, qui s'est tenue en 1955. Le Comité a été maintenu en fonctions conformément aux dispositions de la résolution 912 (X) de l'Assemblée générale, en date du 3 décembre 1955. Par la suite, en vertu de la résolution 1344 (XIII) du 13 décembre 1958, il a pris le nom de Comité consultatif scientifique des Nations Unies et son mandat a été élargi. Le Comité a préparé les conférences internationales sur l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques de 1955 et 1958 et a aidé le Secrétaire général pour des questions se rapportant à l'utilisation pacifique de l'énergie atomique dont s'est occupée la Conférence des Nations Unies sur l'application de la science et de la technique dans l'intérêt des régions peu développées, qui a eu lieu en 1963. Aux termes de son mandat, le Comité conseille et aide le Secrétaire général, sur sa demande, en ce qui concerne toutes les questions relatives à l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques qui peuvent intéresser l'Organisation des Nations Unies 1/.

5. Par sa résolution 913 (X) du 3 décembre 1955, l'Assemblée générale a créé le Comité scientifique des Nations Unies sur les effets des radiations atomiques composé de quinze Etats Membres, représenté chacun par des experts scientifiques, et l'a chargé de rassembler et de diffuser largement toutes les données scientifiques sur les effets à long terme et à court terme des radiations ionisantes sur l'être humain et sur son milieu. Par sa résolution 3154 C (XXVIII) du 14 décembre 1973, l'Assemblée générale a porté à vingt le nombre des membres du Comité. Depuis 1956, le Comité a présenté chaque année un rapport à l'Assemblée générale. Un appui fonctionnel est apporté au Comité par son secrétariat, qui rassemble et met en tableaux des données scientifiques sous une forme appropriée pour être examinées par le Comité, effectue les calculs et les analyses que lui demande le Comité et conseille d'autres services du Secrétariat de l'ONU en ce qui concerne les questions relatives à l'évaluation des niveaux et des effets des radiations. A l'avenir, le Comité doit continuer à évaluer les doses, les effets

1/ La question de l'application de la science et de la technique au développement, qui est abordée dans ce paragraphe et plus loin dans les paragraphes 6 à 34, est examinée dans le rapport du Secrétaire général sur l'équilibre à établir entre le progrès scientifique et technique et l'élévation intellectuelle, spirituelle, culturelle et morale de l'humanité, établi en application de la résolution 2450 (XXIII) de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1968, relative aux droits de l'homme et aux progrès de la science et de la technique (E/CN.4/1199/Add.1, par. 189 à 197).

et les risques de radiation de toutes sources et présenter à l'Assemblée générale, à sa trente-deuxième session, un rapport dans lequel seront passés en revue les effets génétiques et somatiques des radiations ionisantes, de la radioactivité ambiante et de l'irradiation professionnelle et médicale 2/

6. Le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique a été créé en vertu de la résolution 1472 A (XIV) de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 1959, pour promouvoir la coopération internationale dans les domaines scientifique, technique et juridique en ce qui concerne les utilisations et l'exploitation pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et étudier les moyens pratiques et applicables d'exécuter des programmes touchant les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, y compris les utilisations pratiques des techniques spatiales, qui pourraient être utilement entrepris sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que la nature des problèmes juridiques que pourrait soulever l'exploration de l'espace extra-atmosphérique. Il se compose de trente-sept Etats Membres. Dans l'exécution de son mandat, tel qu'il a été complété par des résolutions ultérieures de l'Assemblée générale, le Comité a créé un Sous-Comité scientifique et technique, un Sous-Comité juridique et divers groupes de travail. Le Sous-Comité scientifique et technique s'occupe des questions concernant la télédétection de la terre par satellites, l'examen du programme de l'Organisation des Nations Unies sur les applications des techniques spatiales et l'étude des options possibles en ce qui concerne une conférence éventuelle de l'Organisation des Nations Unies sur les questions relatives à l'espace extra-atmosphérique.

2/ La question des risques que présentent les rayonnements nucléaires, qui est abordée dans le présent paragraphe et plus loin au paragraphe 34, est examinée dans le rapport du Secrétaire général sur la protection de larges secteurs de la population contre les inégalités sociales et matérielles et les autres conséquences négatives qui pourraient découler de l'utilisation des progrès de la science et de la technique, établi en application de la résolution 3150 (XXVIII) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1973, relative à l'utilisation du progrès de la science et de la technique dans l'intérêt de la paix et du développement social (A/10146, par. 172 à 179), ainsi que dans son rapport sur l'équilibre à établir entre le progrès scientifique et technique et l'élévation intellectuelle, spirituelle, culturelle et morale de l'humanité (E/CN.4/1199, par. 141 à 146).

Les questions qu'examine en priorité le Sous-Comité juridique sont les principes régissant l'utilisation des satellites terrestres artificiels pour la retransmission directe d'images de télévision et les implications juridiques de la télédétection de la terre à partir de l'espace 3/.

7. En 1968, l'Assemblée générale, par sa résolution 2467 A (XXIII), a créé le Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale, composé de quarante-deux Etats et chargé d'étudier l'élaboration des principes et des normes juridiques susceptibles de favoriser la coopération internationale pour les questions pertinentes, les voies et moyens de promouvoir l'exploitation et l'utilisation des ressources de ce domaine, ainsi que la coopération internationale à cet effet, compte tenu du développement prévisible de la technique ainsi que des incidences d'une telle exploitation sur le plan économique. Le Comité a également été autorisé à passer en revue les études effectuées en matière d'exploration et de recherche dans ce domaine, à examiner les mesures proposées de coopération contre les risques de pollution marine, et à étudier plus avant l'affectation exclusive de cette zone à des fins pacifiques. Le Comité a fait des recommandations à l'Assemblée générale sur toutes ces questions.

2. Mécanisme central du Conseil économique et social

8. La Commission des stupéfiants a été créée en vertu de la résolution 9 (I) du Conseil, en date du 16 février 1946, et chargée d'aider le Conseil à exercer, sur l'application des conventions et accords internationaux concernant les stupéfiants, les fonctions de surveillance que le Conseil pourra lui-même assumer ou se voir conférer, de donner des avis au Conseil sur toutes questions relatives au contrôle des stupéfiants et de préparer les projets de convention internationale qui pourront être nécessaires. En outre, la Commission remplit les fonctions qui

3/ La question de la menace que fait peser sur le respect de l'intégrité et de la souveraineté des nations l'utilisation de satellites artificiels de la terre est examinée dans un certain nombre de rapports du Secrétaire général établis en application de la résolution 2450 (XXIII) de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1968, relative aux droits de l'homme et aux progrès scientifique et technique, et de la résolution 3150 (XXVIII), du 14 décembre 1973, relative à l'utilisation du progrès de la science et de la technique dans l'intérêt de la paix et du développement social (voir les rapports sur le respect de la vie privée des individus et de l'intégrité et de la souveraineté des nations face aux progrès des techniques d'enregistrement et autres (E/CN.4/1116/Add.3 et Corr.1), sur les utilisations de l'électronique qui peuvent affecter les droits de la personne et les limites que devraient comporter ces utilisations dans une société démocratique (E/CN.4/1142/Add.2, par. 52 à 54), sur la protection de larges secteurs de la population contre les inégalités sociales et matérielles et les autres conséquences négatives qui pourraient découler de l'utilisation des progrès de la science et de la technique (A/10146, par. 180 à 191) et sur l'équilibre à établir entre le progrès scientifique et technique et l'élévation intellectuelle, spirituelle, culturelle et morale de l'humanité (E/CN.4/1199, par. 120 à 122)).

lui ont été confiées en vertu de l'article 8 de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961 4/.

9. Le Comité de la science et de la technique au service du développement, comité permanent du Conseil économique et social, a été établi en vertu de la résolution 1621 B (LI) du Conseil, en date du 30 juillet 1971, et chargé "d'élaborer la politique générale et de présenter des recommandations sur les questions relatives à l'application de la science et de la technique au développement". Dans la résolution 1715 (LIII) du 28 juillet 1972, il était prévu que les attributions du Comité consisteraient notamment à favoriser la coopération internationale dans le domaine de la science et de la technique, y compris l'éducation, la formation et l'échange de données d'expérience et d'informations, à passer en revue et analyser en permanence les aspects de l'application de la science et de la technique au développement qui touchent à la politique générale, à stimuler, encourager et suggérer les travaux de recherche scientifique et technique pure et appliquée qui sont nécessaires pour faire face aux problèmes nouveaux ou à des problèmes changeants dans le domaine du développement et à prêter son concours pour l'examen et l'évaluation des progrès réalisés dans la mise en oeuvre de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, dans le domaine de l'application de la science et de la technique au développement. Certains aspects des travaux du Comité sont décrits aux chapitres III, IV et V du présent rapport.

10. Le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification, comité permanent du Conseil, a été créé et doté de son mandat en vertu de la résolution 903 C (XXXIV) du Conseil, en date du 2 août 1962. Le Comité est notamment chargé d'examiner des rapports concernant les activités d'assistance technique dans le domaine de l'habitation, des installations collectives connexes et de la planification physique et de favoriser la recherche, ainsi que l'échange et la diffusion de connaissances pratiques et d'informations, dans ces domaines 5/.

4/ La question des effets des progrès de la biochimie sur les droits de l'homme a été étudiée dans le rapport du Secrétaire général sur la protection de la personne humaine et de son intégrité physique et intellectuelle face aux progrès de la biologie, de la médecine et de la biochimie, établi en application de la résolution 2450 (XXIII) de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1968, relative aux droits de l'homme et aux progrès scientifique et technique (E/CN.4/1172/Add.2, par. 440 à 534).

5/ La question de l'influence des progrès de la science et de la technique sur le droit au logement est examinée dans le rapport du Secrétaire général sur l'influence du progrès de la science et de la technique sur les droits économiques, sociaux et culturels, établi en application de la résolution 2450 (XXIII) de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1968, relative aux droits de l'homme et aux progrès de la science et de la technique, ainsi que de résolutions ultérieures de l'Assemblée générale et de la Commission des droits de l'homme (E/CN.4/1115, par. 103 à 124).

11. Le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement, comité permanent du Conseil, a été créé en vertu de la résolution 980 (XXVI) du Conseil, en date du 1er août 1965, dans laquelle son mandat est défini. Le Comité est chargé de suivre les progrès accomplis dans l'application de la science et de la technique, de passer en revue les programmes et activités en matière scientifique et technique de l'Organisation des Nations Unies et des institutions qui s'y rattachent, d'étudier les questions particulières qui lui sont renvoyées par le Conseil, par le Secrétaire général ou par les chefs de secrétariat des institutions spécialisées et d'étudier la nécessité de procéder à des changements en matière d'organisation ou de prendre d'autres dispositions qui faciliteraient l'application de la science et de la technique dans l'intérêt des pays en développement. Dans sa résolution 1621 B (LI) du 30 juillet 1971, le Conseil a décidé que le Comité consultatif fournirait des avis techniques au Comité de la science et de la technique au service du développement. Certains aspects des travaux du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement sont décrits aux chapitres III, IV et V du présent rapport.

12. Les services nécessaires au Comité de la science et de la technique au service du développement et au Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement sont fournis par le Bureau de la science et de la technique du Secrétariat de l'ONU, qui sert de centre pour la collaboration interorganisations dans le domaine de la science et de la technique et effectue des travaux techniques afin d'encourager, aux niveaux national, régional et international, l'adoption de mesures pour donner suite aux recommandations contenues dans le Plan d'action mondial pour l'application de la science et de la technique au développement 6/, d'encourager l'intensification de la recherche sur la science et la technique dans les pays en développement, et de favoriser la connaissance de l'informatique et la bonne utilisation de cette science au profit des pays en développement et dans ces pays.

3. Mécanismes régionaux du Conseil économique et social

13. La Commission économique pour l'Afrique (CEA) a été créée en 1958; conformément aux dispositions de la résolution 671 (XXV) du Conseil, elle est chargée notamment de procéder ou de faire procéder à des enquêtes et études sur les problèmes et l'évolution d'ordre économique et technologique des territoires d'Afrique, d'aider à formuler et à mettre au point des politiques coordonnées qui serviront de base à une action pratique visant à favoriser le développement économique et technologique de la région, et de traiter des aspects sociaux du développement économique et de l'interdépendance des facteurs économiques et sociaux. Au secrétariat de la CEA, une section de la science et de la technique a été créée pour servir de centre de coordination pour les activités régionales de l'ONU visant à promouvoir et appliquer la science et la technique au développement. Cette section aide les gouvernements et les institutions à adopter les moyens les plus efficaces et les plus économiques pour favoriser la science et la technique en tant qu'instruments permettant d'accélérer l'évolution structurelle des économies et des sociétés africaines, et à s'assurer l'appui des institutions fournissant une aide aux programmes scientifiques et technologiques aux niveaux

national et multinational. Cette section a mis au point le Plan régional africain pour l'application de la science et de la technique au développement 7/. Le programme de la CEA pour la période biennale 1976-77 pour ce qui est d'aider les gouvernements à élaborer des politiques et des plans dans le domaine des techniques comprend la fourniture de services consultatifs à quatre gouvernements pour la mise en place de services nationaux chargés de l'élaboration des plans et des politiques dans le domaine des techniques, la réalisation de quatre monographies nationales sur les services gouvernementaux chargés de la planification et de l'administration dans le domaine de la science et de la technique, et l'établissement de principes directeurs et de programmes pour la recherche technique au niveau régional. Dans le domaine de la promotion de la formation du personnel dans un certain nombre de secteurs techniques clefs essentiels au développement, le programme prévoit l'élaboration de recommandations pour la création de centres sous-régionaux de formation et de recherche avancées en océanographie et en techniques marines. Pour ce qui est d'encourager la coopération régionale dans le domaine de la science et de la technique, il prévoit la fourniture de services consultatifs à quatre gouvernements pour la mise en place de comités nationaux chargés d'appliquer le plan régional africain, une assistance consultative aux gouvernements pour la création d'instituts de recherche, et l'élaboration de programmes de vulgarisation dans le domaine de la science et de la technique 8/.

14. La Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient a été créée en 1947 en vertu de la résolution 37 (IV) du Conseil. Conformément à la résolution 1895 (LVII) du Conseil, en date du 1er août 1974, elle s'appelle maintenant "Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique" (CESAP). Son mandat a été remanié à plusieurs reprises et elle est chargée de procéder ou de faire procéder à des enquêtes et études sur les problèmes économiques et techniques, ainsi que sur l'évolution de la situation dans les territoires d'Asie et d'Extrême-Orient, et d'entreprendre ou de faire entreprendre le rassemblement, l'évaluation et la diffusion de renseignements d'ordre économique, technique et statistique, dans la mesure où la Commission le jugera utile. La CESAP a élaboré le Plan d'action asiatique pour l'application de la science et de la technique au développement, qui porte sur l'infrastructure scientifique et technique dans la région, le choix des domaines prioritaires pour la recherche et l'application des connaissances disponibles, et toute une série de domaines particuliers posant des problèmes 9/. Les activités ci-après doivent être exécutées pendant l'exercice biennal 1976-1977 au titre du programme "science et technique" de la CESAP :

7/ Publication des Nations Unies, No de vente : F.73.II.K.3.

8/ Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1976-1977, A/10006, v. III, pp. 9-70 et 9-71.

9/ E/CN.11/1071.

a) organisation de séminaires nationaux en vue d'appliquer les recommandations formulées dans le Plan d'action mondial et le Plan d'action asiatique pour l'application de la science et de la technique au développement, afin de préparer de nouveaux sujets de recherche théorique et pratique pour les pays intéressés;

b) établissement d'études par pays afin de déterminer et d'évaluer les instituts scientifiques et techniques qui existent dans les pays membres;

c) services consultatifs pour aider à formuler des politiques nationales dans le domaine des techniques et à faire des études nationales, surtout en ce qui concerne le choix de techniques plus appropriées;

d) établissement de monographies pluridisciplinaires sur les obstacles au transfert, à la création et à l'emploi des techniques dans certains pays de la région, monographies qui serviront de guides pour formuler les politiques nationales;

e) assistance aux pays en développement pour les aider à établir des mécanismes institutionnels de surveillance et de contrôle de l'apport des techniques, en particulier dans les petites et moyennes entreprises;

f) assistance par la mise au point de machines agricoles adaptées à la production dans les pays asiatiques et utilisables dans ces pays 10/.

15. La Commission économique pour l'Europe (CEE) a été créée en vertu de la résolution 36 (V) du Conseil, en date du 28 mars 1947, dans laquelle est défini son mandat, qui est similaire à celui d'autres commissions économiques régionales. Les principales formes de coopération internationale au sein de la CEE comprennent la diffusion de renseignements d'ordre économique et technique, le transfert de technologie, l'organisation, en coopération, d'activités de recherche au niveau international, la prévision technologique en ce qui concerne la planification à long terme, et l'analyse et l'examen de l'évolution des politiques relatives à la science et à la technique. La CEE a créé un groupe de conseillers des gouvernements des pays de la CEE pour la science et la technique. Il existe aussi un groupe de conseillers des gouvernements pour les problèmes de l'environnement et un groupe de travail de l'automatisation. Les activités que la CEE devra exécuter en 1976-1977 sont notamment les suivantes :

a) recherches intergouvernementales sur la prévision technologique et l'évaluation technologique;

b) étude des politiques techniques et scientifiques des gouvernements de la CEE et des problèmes auxquels ceux-ci se heurtent et recherche des moyens de renforcer la coopération intergouvernementale dans ce domaine;

c) étude des moyens pratiques de stimuler la diffusion internationale de l'information scientifique et technique et d'organiser des recherches intergouvernementales concertées sur les questions d'intérêt commun 11/.

10/ A/10006, p. 7-61.

11/ A/10006, vol. II, p. 6-46.

16. La Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) a été créée en 1948. En vertu de son mandat, défini dans les résolutions 106 (VI), 234 (IX), 414 C I (XIII) et 723 C (XXVIII) du Conseil, ainsi que dans une décision adoptée par le Conseil à sa quarante-septième session, le 31 juillet 1969, la CEPAL prend des mesures et participe à leur exécution en vue d'assurer le développement économique et social des pays d'Amérique latine et de maintenir, en les renforçant, les relations économiques des pays de l'Amérique latine, tant entre eux qu'avec les autres pays du monde. Elle procède ou fait procéder à des études sur les problèmes économiques et techniques. Elle effectue des travaux analytiques et exerce des activités de coopération technique et des activités dans le domaine de l'information, aux niveaux régional et sous-régional, notamment en ce qui concerne l'environnement et le transfert de technologie. Un Plan d'action régional pour l'Amérique latine a été élaboré 12/ et le secrétariat de la CEPAL a envisagé d'entreprendre plusieurs études pour compléter ce plan, notamment : a) des études approfondies sur les solutions de rechange qui s'offrent à l'Amérique latine dans le domaine technique et sur les moyens de la rendre moins dépendante des recherches effectuées ailleurs dans le monde; et b) l'évaluation des techniques actuelles du point de vue des besoins locaux et des objectifs fixés dans le domaine de l'emploi et dans le domaine social 13/.

17. La Commission économique pour l'Asie occidentale (CEAO) a été créée en 1973; son mandat, énoncé dans la résolution 1818 (IV) du Conseil, en date du 9 août 1973, est similaire à celui d'autres commissions économiques régionales. Un programme distinct relatif à la science et à la technique relève de la Division des ressources naturelles, de la science et de la technique du Secrétariat, qui s'occupe de faciliter l'établissement d'arrangements institutionnels pour la diffusion, l'adaptation et la mise au point de techniques nouvelles dans la région. Les activités particulières à exécuter pendant l'exercice biennal 1976-1977 revêtent deux aspects : il s'agit, d'une part, d'encourager les initiatives régionales et nationales visant à appliquer le Plan régional d'action pour l'application de la science et de la technique au développement au Proche-Orient 14/ et, à cet effet, de fournir des services consultatifs aux gouvernements pour formuler des politiques et des plans nationaux dans le domaine de la science et de la technique, d'établir un rapport d'évaluation sur la coopération actuelle en matière de recherche et de technologie dans la région de la CEAO, et d'organiser un séminaire sur les projets de coopération en matière de recherche et de technologie dans la région; et, d'autre part, de donner des renseignements et des principes directeurs pour l'utilisation des techniques nouvelles en agriculture, ainsi que pour la gestion des terres et des ressources en eau et, à cet effet, de rédiger un rapport intérimaire sur l'état des techniques agricoles au niveau des exploitations, un rapport sur les techniques agricoles peu coûteuses, un rapport sur certains aspects de l'application de techniques nouvelles à la mise en valeur et à la gestion des ressources en eau, et un rapport sur certains aspects de l'application de techniques nouvelles à la mise en valeur et à la gestion des terres, en particulier de l'utilisation de données ERTS 15/.

12/ E/CN.12/966.

13/ E/C.8/19, par. 33

14/ Publication des Nations Unies, No de vente F.74.II.A.2.

15/ A/10006, vol. III, p. 10 à 55.

Le programme "science et technique" pour le plan à moyen terme 1976-1979 prévoit l'élaboration de principes directeurs pour les projets de coopération en matière de recherche et de technologie dans la région.

4. Organisations et programmes connexes des Nations Unies

18. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a été créée en 1964 et investie de larges fonctions dans le domaine du commerce et du développement. Un des principaux aspects de l'activité de la CNUCED est d'accélérer et de faciliter le transfert de la technologie dans les pays en développement, en tenant compte des besoins, des objectifs et de la situation de ces pays en matière de développement et en particulier des moyens scientifiques et techniques dont ils disposent, et de renforcer le cadre institutionnel permettant d'établir, aux échelons national et international, une politique scientifique et technique. La Commission du transfert des techniques a été créée en 1974 au sein de la CNUCED pour promouvoir des politiques générales cohérentes dans le domaine du transfert des techniques et des questions qui s'y rapportent directement et pour faire des études pertinentes sur le transfert de la technologie. La CNUCED a préparé des "Directives pour l'étude du transfert des techniques aux pays en voie de développement" 16/, qui précisent les concepts et ébauchent une stratégie et une méthodologie pour les travaux de recherche futurs. Le secrétariat continuera dans cette voie dans la nouvelle étude qu'il doit préparer sur le cadre conceptuel de la nature, de l'étendue et des conséquences de la dépendance technique 17/. Un autre domaine d'activité est celui du transfert inverse des techniques des pays en développement vers les pays développés, c'est-à-dire l'exode des compétences 18/. Les initiatives prises par la CNUCED en ce qui concerne la formulation des politiques concernant notamment les domaines suivants : système international des brevets, code international de conduite en matière de transfert des techniques, centre de transfert des techniques et institutions nationales pour le transfert des techniques, assistance technique et services consultatifs en matière de transfert des techniques. Un renforcement du programme de travail consacré au transfert de la technologie est prévu pour 1976-1977. Le programme sera axé sur :

- a) la révision éventuelle des systèmes nationaux et internationaux de brevets;
- b) l'élaboration d'un code de conduite universellement applicable; c) l'étude des incidences que le transfert inverse des techniques a sur la politique générale;
- d) l'étude de la dépendance technique 19/.

19. L'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) a été créée par la résolution 2152 (XXI) de l'Assemblée générale en date du 17 novembre 1966, pour promouvoir le développement industriel et, en encourageant la mobilisation des ressources nationales et internationales, faciliter, favoriser et accélérer l'industrialisation des pays en développement, notamment dans le secteur des industries manufacturières. Les activités opérationnelles de l'ONUDI comprennent la diffusion de renseignements sur les découvertes techniques faites dans divers pays et une aide aux pays en développement pour mettre en oeuvre des mesures pratiques en vue d'utiliser ces renseignements, d'adapter la technique actuelle et de mettre

16/ TD/B/AC.11/9.

17/ TD/B/424/annexe I.

18/ Voir, par exemple, TD/B/AC.11/25.

19/ A/10006, vol. IV, p. 11/75.

au point des techniques nouvelles convenant particulièrement à la situation de ces pays, ainsi que des programmes de recherche orientés vers l'action. Le Programme de technologie industrielle de l'ONUDI a pour but majeur d'aider les pays en développement à résoudre les divers problèmes techniques qui se posent dans les différentes branches du secteur industriel au cours du processus d'industrialisation. Pendant l'exercice biennal 1976-1977, on s'efforcera tout particulièrement d'aider les pays en développement pour le transfert des connaissances techniques, l'identification et la mise au point de procédés techniques et le choix de matériel adapté aux conditions locales 20/. Le Programme des services et institutions intéressant l'industrie comporte un élément science et technologie important et vise principalement à aider les pays en développement à créer et renforcer leur infrastructure institutionnelle industrielle et à en assurer le bon fonctionnement.

20. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a été créé par la résolution 2029 (XX) de l'Assemblée générale, en date du 22 novembre 1965. Il a pour principal objectif d'appuyer les efforts des pays en développement visant à accélérer leur développement économique et social en leur apportant une aide systématique et continue adaptée à leurs plans de développement national, à leurs besoins prioritaires et à leurs objectifs. Le PNUD a deux fonctions importantes en ce qui concerne la science et la technique : a) évaluer les éléments scientifiques et techniques des projets, afin de définir les priorités et de prendre les décisions relatives à l'allocation des fonds lorsque les projets doivent être exécutés par d'autres organisations; et b) formuler des propositions de programmes et évaluer, exécuter et examiner les projets comportant des éléments scientifiques et techniques importants lorsqu'il doit en assurer l'exécution. La plupart des projets du PNUD constituent un moyen de transférer des techniques ou d'aider les pays en développement dans leur effort d'adaptation et de développement dans le domaine de la science et de la technique. Parmi les activités du PNUD dans le domaine de la science et de la technique il faut citer : un certain nombre de projets mondiaux concernant certains aspects de la recherche agricole; une série d'études sur les ressources naturelles et un appui à des instituts de recherche dans les domaines de la géologie, de l'industries minière, de la pêche, de l'océanographie et de la sylviculture; la création d'usines pilotes et de démonstration pour favoriser le transfert des techniques fonctionnelles et l'adaptation et le développement de techniques autochtones; une aide dans le domaine des techniques nouvelles - techniques nucléaires, techniques spatiales, techniques des ordinateurs, etc.; une assistance à un certain nombre de projets dans les domaines sociaux et humanitaires - santé, nutrition, logement, environnement et lutte contre les catastrophes naturelles.

21. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a été créé par la résolution 2997 (XXVII) de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1972, pour assurer la mise en oeuvre efficace, par les gouvernements et la communauté internationale, de mesures conçues pour sauvegarder et améliorer l'environnement au bénéfice des générations humaines actuelles et futures.

Le PNUE est notamment chargé d'encourager les milieux scientifiques internationaux compétents et d'autres milieux professionnels à contribuer à l'acquisition, à l'évaluation et à l'échange de connaissances et d'informations sur l'environnement, ainsi qu'aux aspects techniques de la formulation et de la mise en oeuvre des programmes relatifs à l'environnement dans le cadre des organismes des Nations Unies. Les domaines prioritaires du programme du PNUE sont les suivants : a) établissements humains, santé, habitat et bien-être, y compris les techniques relatives aux établissements humains, la lutte contre les maladies endémiques et la protection radiologique; b) terre, eau et désertification, et notamment les écosystèmes, les zones arides, les forêts tropicales, l'étude des sols et l'eau; c) commerce, économie, technique et transfert des techniques; d) les océans, et notamment la lutte contre la pollution des mers et la conservation et la protection des ressources biologiques marines; e) protection de la nature, des espèces sauvages et des ressources génétiques; f) énergie. Les travaux du PNUE porteront sur : les limites extrêmes des modifications que les activités humaines peuvent engendrer dans certains éléments de la biosphère; l'utilisation bénéfique des techniques de modification météorologique et climatique; les problèmes particuliers que posent certaines industries du point de vue de l'environnement; le développement écologique conçu en vue d'aider les populations des villages et autres établissements ruraux à mieux comprendre et à mieux utiliser, pour leur propre développement, les ressources naturelles de base et les compétences humaines existant sur place; les dispositions permettant aux Etats membres de s'entendre sur les critères et lois à appliquer en la matière, et les autres processus visant à assurer une prise de conscience des limites à respecter dans le fonctionnement naturel de la biosphère et des risques encourus 21/.

22. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE) a été créé par la résolution 57 (1) de l'Assemblée générale, en date du 11 décembre 1946, pour venir provisoirement en aide aux enfants dans les pays dévastés par la guerre. Le Fonds a été transformé en organisme permanent par la résolution 802 (VIII) de l'Assemblée générale, en date du 6 octobre 1953. Son mandat a été fixé par les résolutions 52 (1), 417 (V) et 802 (VIII) de l'Assemblée générale. Le FISE aide les gouvernements à établir des plans et programmes pour faire face aux besoins des enfants de façon cohérente et générale; il fournit une grande diversité de matériel et d'équipement pour les services de base en faveur de l'enfance et apporte une aide financière pour couvrir une partie des dépenses locales

21/ La question des répercussions néfastes sur les droits de l'homme de la dégradation de l'environnement humain par suite des progrès scientifiques et technologiques a été traitée dans les rapports du Secrétaire général préparés en application de la résolution 2450 (XXIII) de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1968, relative aux droits de l'homme et aux progrès de la science et de la technique, et de la résolution 3150 (XXVIII) du 14 décembre 1973, relative à l'utilisation du progrès de la science et de la technique dans l'intérêt de la paix et du développement social (voir le rapport sur la protection de larges secteurs de la population contre les inégalités sociales et matérielles, ainsi que les autres conséquences négatives qui pourraient découler de l'utilisation du progrès de la science et de la technique, document A/10146, par. 124 à 142, ainsi que le rapport sur l'équilibre à établir entre le progrès scientifique et technique et l'élévation intellectuelle, spirituelle, culturelle et morale de l'humanité, document E/CN.4/1199, par. 123 à 130).

qu'entraîne la création de ces services. En ce qui concerne la santé maternelle et infantile, le FISE a également prêté un appui important à l'introduction et à l'application de techniques modernes, à la fois dans le domaine de la formation et dans celui de la prévention et du traitement des maladies. Dans de nombreux pays, le FISE a aussi contribué à la création de moyens de production modernes, pour certains médicaments et vaccins. Il aide également un certain nombre de pays à mettre au point des pompes manuelles d'une conception mieux adaptée aux programmes d'approvisionnement en eau des régions rurales. Dans le domaine de l'enseignement, il aide aussi de nombreux pays à introduire et à utiliser des méthodes d'enseignement modernes, en particulier pour l'enseignement des sciences élémentaires. Il est également dans l'intention du FISE de consacrer une plus grande attention à l'amélioration des techniques employées dans les villages.

23. L'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) a été créé par la résolution 1934 (XVIII) de l'Assemblée générale, en date du 11 décembre 1963. Le programme de recherche de l'UNITAR porte notamment sur les problèmes de la science et de la technique, y compris les divers aspects du transfert des techniques, et ses études sont publiées dans la série intitulée "Rapports sur les recherches de l'UNITAR".

5. Institutions spécialisées et Agence internationale de l'énergie atomique

24. L'Organisation internationale du Travail (OIT) a été créée en 1919. L'OIT a pour principal objectif de contribuer à l'instauration d'une paix durable en favorisant la justice sociale, d'améliorer, par l'action internationale, les conditions de travail et le niveau de vie, et de favoriser la stabilité économique et sociale. Dans le cadre du Programme mondial de l'emploi, la politique technologique est considérée comme un élément essentiel de la politique de développement orientée vers l'emploi et intéresse particulièrement les pays en développement. Ce programme comprend des recherches en vue d'élaborer des directives précises pour permettre aux pays en développement de procéder à des choix techniques dans divers secteurs économiques de façon à encourager l'adoption de méthodes adaptées aux conditions du marché du travail dans les pays en développement. Dans le cadre du programme intitulé "Techniques éducatives - Systèmes de formation", destiné à développer les qualifications, les efforts de coopération visent à aider les pays membres à appliquer ces techniques de formation pour développer les capacités de leur personnel aux niveaux national et institutionnel. Le programme de recherche et de formation porte sur divers aspects du transfert des techniques en organisant des cours à l'intention des cadres, des techniciens et des agents de formation et en faisant des travaux de recherche. Le Département des services de recherche et de formation de l'OIT procède actuellement à des travaux sur les techniques éducatives 22/.

22/ OIT, Projet de plan à long terme 1976-1981, GB.192/PFA/10/1. Les droits liés à l'emploi sont étudiés dans le rapport du Secrétaire général sur les conséquences des progrès scientifiques et techniques sur les droits économiques, sociaux et culturels, préparé en application de la résolution 2450 (XXIII) de l'Assemblée générale du 19 décembre 1968, relative aux droits de l'homme et aux progrès de la science et de la technique, et des résolutions ultérieures de l'Assemblée générale et de la Commission des droits de l'homme (voir E/CN.4/1115, par. 1 à 102, et E/CN.4/1141), et dans le rapport sur la protection de larges secteurs de la population contre les inégalités sociales et matérielles, ainsi que les autres conséquences négatives qui pourraient découler de l'utilisation du progrès de la science et de la technique (voir A/10146, par. 6 à 57).

25. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a été créée en 1945, essentiellement pour améliorer le niveau de nutrition et les niveaux de vie et accroître l'efficacité de la production et de la distribution des produits alimentaires et agricoles. Dans le cadre du programme de conservation et de mise en valeur des ressources en terres et en eaux, un programme pluridisciplinaire de recherches de biométéorologie a été entrepris pour accroître la superficie des terres cultivées et faciliter l'introduction de techniques agricoles modernes sur des terres déjà mises en culture. La FAO s'efforce, dans le cadre de son programme de recherches agricoles, de trouver des solutions aux problèmes que pose la mise en valeur des zones semi-arides. Des recherches considérables sont en cours pour améliorer le rendement et maintenir la stabilité du rendement des céréales et des légumes. La FAO a lancé un vaste programme en vue de l'exploration, de la conservation et d'une meilleure évaluation des ressources génétiques. Elle accorde une grande attention à la modernisation des techniques agricoles qui ouvrent les plus grandes perspectives à l'application de la science et de la technique, aux industries liées à l'agriculture et à l'amélioration des principaux maillons de la chaîne qui relie le producteur au consommateur : stockage, transport, transformation et mise en marché. La FAO entreprend également des études techniques pour mettre au point le matériel et les techniques de fabrication qui conviennent le mieux aux industries liées à l'agriculture dans les pays en développement. Une haute priorité est accordée à l'introduction de techniques modernes dans l'élevage des porcs et de la volaille dans les pays en développement, ainsi qu'à l'application des sciences et des techniques déjà connues pour réduire la mortalité et l'infertilité de la race bovine. Dans le cadre du programme de mise en valeur et d'exploitation des ressources forestières, la FAO met l'accent sur l'application de la science et de la technique à la conservation des forêts et, notamment, à la lutte contre la pollution de l'environnement. Dans le cadre du programme de mise en valeur et d'exploitation des ressources halieutiques, la FAO poursuit des recherches et s'efforce d'appliquer les connaissances existantes pour accroître la productivité des pêcheries traditionnelles, trouver des ressources non classiques et développer l'aquiculture. Avec l'Agence internationale de l'énergie atomique, la FAO aide les pays à exploiter les possibilités qu'offrent les techniques nucléaires dans le domaine de la recherche-développement pour accroître et stabiliser la production agricole, améliorer la qualité des denrées alimentaires, empêcher les pertes qualitatives et quantitatives et diminuer la pollution de l'environnement alimentaire et agricole 23/.

23/ La question des effets des progrès scientifiques et techniques sur le droit à l'alimentation est traitée dans un certain nombre de rapports du Secrétaire général préparés en application de la résolution 2450 (XXII) de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1968, relative aux droits de l'homme et aux progrès de la science et de la technique, et de la résolution 3150 (XXVIII) du 14 décembre 1973, relative à l'utilisation du progrès de la science et de la technique dans l'intérêt de la paix et du développement social (voir les rapports sur le droit à l'alimentation (E/CN.4/1084, par. 12 à 57), sur les moyens de protéger le public contre les effets nuisibles de produits chimiques introduits dans les denrées alimentaires aux stades de la production, du traitement, de l'emballage et du stockage (E/CN.4/1172/Add.2, par. 540 à 542, et E/CN.4/1172/Add.3, par. 268 à 308), et sur la protection de larges secteurs de la population contre les inégalités sociales et matérielles, ainsi que sur les autres conséquences négatives qui pourraient découler de l'utilisation du progrès de la science et de la technique (A/10146, par. 58 à 96). Les paragraphes 12 à 57 du document E/CN.4/1084 ont été révisés par la FAO dans le document E/CN.4/1198, par. 6 à 53.

26. L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a été créée en 1946 pour contribuer au maintien de la paix et de la sécurité dans le monde en favorisant la collaboration entre les nations par l'éducation, la science et la culture. Ses principales activités dans le domaine de la science et de la technique peuvent se résumer comme suit : aider les Etats Membres à mettre au point des politiques scientifiques et techniques pour l'avancement des connaissances et leur emploi rationnel au service du développement; aider à mettre en place l'infrastructure nécessaire à la formation, à la recherche et à l'application de la science et de la technique de façon à créer les moyens d'utiliser les résultats de ces dernières; faire en sorte que le "stock" de renseignements scientifiques et techniques du monde entier soit mis à la disposition de tous les Etats Membres; mettre au point de grands programmes de portée mondiale dans les sciences de l'environnement (écologie, sciences de la terre, de l'eau et de la mer) et en faciliter l'exécution. Le projet de programme à moyen terme de l'UNESCO (1977-1982) prévoit un programme de recherche sur l'interaction de la science, de la technologie et de la société et les incidences des progrès scientifiques et technologiques sur l'homme dans le contexte d'un développement à long terme de la science et de la technique conforme au progrès social et à l'évolution des modes de vie. Ce programme comporte : a) trois projets visant à étudier les conséquences pour l'homme du progrès dans des domaines encore peu connus de la science et de la technique; b) deux monographies concernant le problème de l'interaction entre la science et la société; c) quatre études sur l'influence des nouvelles disciplines et techniques scientifiques sur la condition sociale de l'homme, en vue d'encourager les organisations internationales à orienter leurs activités vers des domaines précis où cette influence crée des problèmes; d) deux études sur des problèmes scientifiques et éthiques. Il prévoit également l'organisation d'ateliers et de colloques sur divers problèmes liés à l'interaction de la science, de la technologie et de la société et sur les incidences extrêmement importantes que peuvent avoir pour l'avenir de l'humanité les découvertes actuelles dans les sciences naturelles; la convocation d'un congrès mondial sur les problèmes liés aux incidences que peuvent avoir sur l'homme les progrès scientifiques et technologiques, et en particulier, sur les problèmes qui affectent les pays en développement. Pour ce qui est de la politique scientifique et technologique, les mesures ci-après sont envisagées : monographies sur l'organisation et les réalisations des unités de recherche; organisation de colloques sur l'efficacité des unités de recherche, sur les problèmes et méthodes d'orientation, la planification et le financement dans le domaine de la science et de la technique, sur les principes déontologiques et les normes régissant le statut, la situation et les conditions de travail des chercheurs scientifiques dans les pays en développement; publication de monographies comparatives sur la politique scientifique et l'organisation de la recherche. Dans le domaine de la recherche et de la formation scientifiques et technologiques, le projet de plan prévoit le renforcement ou la création de réseaux régionaux d'instituts de recherche et de formation scientifique et technologique avancée dans les différentes régions; la création d'un organisme international de coordination pour identifier les domaines prioritaires et les stratégies dans le domaine de la recherche scientifique et technologique; des études sur la planification des ressources en personnel dans le domaine de la science et de la technologie, sur le rôle de la science dans le développement, et sur les stratégies pour la formation d'un personnel scientifique et technique de haut niveau; des réunions consultatives sur la formation théorique et pratique d'ingénieurs et de techniciens.

Le projet de plan contient également un programme d'action concernant l'enseignement scientifique et technologique général.^{24/}

27. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a été créée en 1948 pour amener tous les peuples au niveau de santé le plus élevé possible. Le rôle de la science à l'OMS consiste donc à tracer la voie la plus courte et la plus économique vers un niveau de santé plus élevé pour atteindre cet objectif final. L'OMS étend ses activités de recherche à l'ensemble des sciences (physique, chimie, biologie et sociologie) qu'elle applique aux problèmes de santé mentale et physique. Il faut également mentionner, parmi les activités de recherche de l'OMS, les travaux entrepris sur le terrain, dans le monde entier, dans certains domaines où les équipes de l'OMS fournissent une assistance technique et participent à des études locales (essais de nouveaux insecticides, enquêtes épidémiologiques, etc.). Les principaux objectifs du sixième Programme général pour 1978-1983, adopté par la vingt-neuvième Assemblée mondiale de la Santé le 13 mai 1976, comprennent :

- i) La mise en place de services de santé complets pour promouvoir les soins de santé primaires, la santé de la famille, la santé mentale, la santé des travailleurs, la mise au point de techniques sanitaires normalisées et une production, distribution et utilisation plus rationnelles de substances prophylactiques, diagnostiques et thérapeutiques.
- ii) La lutte contre la maladie, y compris les maladies transmissibles et non transmissibles.
- iii) La promotion de la salubrité de l'environnement, y compris la mise au point des politiques et programmes de salubrité de l'environnement et la reconnaissance, l'évaluation et la maîtrise des conditions et risques tenant à l'environnement qui peuvent influencer sur la santé humaine.
- iv) Le développement des personnels de santé, y compris le développement des personnels de santé nécessaires pour satisfaire les besoins de la population tout entière et la mise au point de processus appropriés pour la formation de base et la formation continue.
- v) La promotion et le développement de la recherche biomédicale et de la recherche sur les services de santé, y compris l'identification des priorités en matière de recherche, le renforcement des moyens nationaux de recherche, l'encouragement de la coordination internationale des travaux, ainsi que de l'application et de la transmission adéquates des connaissances.

^{24/} UNESCO, Conférence générale, dix-neuvième session, Nairobi, 1976. Projet de plan à moyen terme (1977-1982), doc. 19C14, p. 101 à 146. La question des conséquences des progrès scientifiques et techniques sur le droit à l'enseignement et à la culture est traitée dans les rapports de l'UNESCO sur le problème de la préservation et de l'épanouissement futur des valeurs culturelles (A/9227) et sur les conséquences des progrès scientifiques et techniques sur les droits économiques, sociaux et culturels (E/CN.4/1083, annexe; E/CN.4/1144 et E/CN.4/1196). Voir aussi le rapport du Secrétaire général sur l'équilibre à établir entre le progrès scientifique et technique et l'élévation intellectuelle, spirituelle, culturelle et morale de l'humanité (E/CN.4/1199, par. 108 à 118).

scientifiques et des méthodes de recherche, pour servir de base à l'organisation de services nationaux de santé complets 25/.

28. L'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) a été créée en 1947 pour étudier les problèmes de l'aviation civile internationale, élaborer des normes et règlements internationaux pour l'aviation civile et favoriser le développement et la planification du transport aérien international. La Commission de navigation aérienne, responsable devant le Conseil de l'OACI, est chargée de superviser, de coordonner et de passer en revue les travaux techniques préparés par les réunions intergouvernementales mondiales et par des groupes d'experts techniques qui s'occupent de questions spécialisées - par exemple les aides visuelles, l'exploitation tous temps, la navigabilité, les applications des techniques spatiales à l'aviation et l'exploitation des avions supersoniques de transport. Toutes ces activités visent à améliorer les services et les installations en vol et au sol. L'OACI publie et diffuse des publications, y compris des manuels techniques, des manuels de procédures pour les services de navigation aérienne, des documents sur les installations et les services, des circulaires contenant des informations spécialisées et un lexique de termes employés dans le domaine de l'aviation civile internationale qui contient notamment des informations sur des sujets scientifiques et techniques.

29. L'Union postale universelle (UPU) a été créée en 1874. Son principal objectif est d'organiser et d'améliorer les services postaux pour favoriser la coopération internationale dans ce domaine et de fournir une assistance technique aux membres de l'Union. Le Conseil consultatif des études postales a été créé en 1957 pour favoriser l'échange des données d'expérience technique dans le domaine des services postaux. Le Conseil consultatif établit des études techniques détaillées sur les sujets suivants : mécanisation et automatisation du tri des lettres; mécanisation du tri des paquets; matériel pour les grands bureaux de tri; acheminement mécanique des sacs postaux, etc.; mécanisation et automatisation de la comptabilité; utilisation des ordinateurs dans les services postaux. Les organisations postales régionales s'efforcent d'adapter les études effectuées par l'UPU aux besoins particuliers des pays en développement. Enfin, avec l'aide du PNUD et de son propre fonds spécial, l'UPU accorde des bourses destinées

25/ Sixième Programme général de travail pour la période 1978-1983 inclus, doc.A 29/6 et Corr.1 et 2 et résolution WHA 29.20. La question des conséquences des progrès scientifiques et techniques sur le droit à la santé est traitée dans le rapport du Secrétaire général sur l'équilibre à établir entre le progrès scientifique et technique et l'élévation intellectuelle, spirituelle, culturelle et morale de l'humanité (E/CN.4/1199, par.100 à 107). Les aspects de la santé sont également étudiés dans le rapport du Secrétaire général sur la protection de la personne humaine et de son intégrité physique et intellectuelle face aux progrès de la biologie, de la médecine et de la biochimie (E/CN.4/1172 et Corr.1 et Add.1 à 3). Ces rapports ont été établis en application de la résolution 2450 (XXIII) de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1968, relative aux droits de l'homme et aux progrès de la science et de la technique, et de résolutions ultérieures de l'Assemblée générale et de la Commission des droits de l'homme.

à permettre à des fonctionnaires des postes des pays en développement de suivre des stages de formation ou de perfectionnement dans le domaine de la mécanisation des services postaux 26/.

30. L'Union internationale des télécommunications (UIT) a été créée en 1865. L'un des objectifs de l'UIT est de favoriser le développement des moyens techniques et leur exploitation la plus efficace en vue d'augmenter le rendement des services de télécommunication, d'accroître leur emploi et de généraliser le plus possible leur utilisation par le public. De nombreuses études sont effectuées par des commissions d'étude intergouvernementales qui permettent d'assurer efficacement le développement et le transfert de la science et de la technique en matière de télécommunications à l'échelle mondiale. L'UIT contribue au transfert des sciences et des techniques par le truchement de ses activités d'assistance technique, en fournissant des conseils aux membres de l'Union pour le développement et l'exploitation des télécommunications nationales et internationales, et elle joue un rôle important pour la mise en valeur des ressources humaines en participant à des séminaires de formation. Le Comité international d'enregistrement des fréquences effectue des études techniques en vue d'assurer aux pays en développement les fréquences radio-électriques dont ils ont besoin pour leurs réseaux de télécommunication et assure la formation d'ingénieurs spécialistes de l'utilisation des fréquences radio-électriques. On se fonde sur les travaux des comités consultatifs en matière de standardisation pour établir les normes techniques voulues pour le développement et l'exploitation des réseaux nationaux et internationaux. Le Département de la coopération technique de l'UIT fournit des experts chargés de diffuser ses connaissances et son expérience dans les pays en développement pour les appliquer à la formation du personnel des télécommunications et de collaborer à la planification, à l'utilisation et à l'exploitation des systèmes de télécommunications. Les activités de coopération technique visent à développer les réseaux de télécommunication d'Afrique, d'Amérique et d'Asie, à renforcer les services techniques et administratifs de télécommunication des pays en développement et à développer les ressources humaines nécessaires dans le domaine des télécommunications. L'UIT participe aux travaux des organes ou des services de l'ONU qui s'occupent de science et de technique; en particulier elle établit un rapport annuel sur les télécommunications et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique qui est soumis au Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et au Conseil économique et social.

31. L'Organisation météorologique mondiale (OMM) a été créée en 1947 pour encourager la coopération mondiale et mettre en place des réseaux de stations fournissant des observations météorologiques et favoriser l'application de la météorologie à l'aviation, à la navigation maritime, à l'agriculture et à d'autres activités.

26/ En ce qui concerne l'intérêt que porte l'UPU à l'étude des droits de l'homme et des progrès scientifiques et techniques, notamment à l'automatisation, se reporter à l'annexe au document E/CN.4/1083. La question des conséquences de l'utilisation de l'électronique, y compris de l'automatisation, sur les droits de l'homme, est traitée dans le rapport du Secrétaire général sur les utilisations de l'électronique qui peuvent affecter les droits de la personne et les limites que devraient comporter ces utilisations dans une société démocratique, établi en application de la résolution 2450 (XXIII) de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1968, relative aux droits de l'homme et aux progrès de la science et de la technique (E/CN.4/1142 et Corr.1 et Add.1 et 2).

Le programme fondamental de l'OMM est la Veille météorologique mondiale, qui doit permettre de mettre en place et d'améliorer un système mondial en vue de recueillir et d'échanger les observations météorologiques et les données météorologiques traitées. Les principaux objectifs du Programme de recherches sur l'atmosphère globale sont de développer notre connaissance des phénomènes atmosphériques afin d'accroître la précision des prévisions météorologiques et de mieux comprendre les fondements physiques du climat. L'OMM a également entrepris un programme de modification artificielle du temps qui devra permettre de tirer des conclusions convaincantes du point de vue scientifique quant à la possibilité d'augmenter artificiellement les précipitations dans certaines circonstances.

32. L'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (OMCI) a été créée en 1948 avec pour principal objectif d'offrir le mécanisme nécessaire pour une coopération et un échange d'information entre les gouvernements sur les questions techniques qui intéressent les transporteurs maritimes internationaux. Le Programme de protection et de lutte contre la pollution marine comprend des mesures visant à aider les pays à appliquer et à faire respecter la Convention internationale pour la prévention de la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures (1954) et la Convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires; des colloques techniques et des rencontres régionales en vue d'aider les pays en développement à se doter d'installations portuaires conformes à la Convention de 1973 et à mettre au point des méthodes de lutte contre les déversements; des normes et méthodes de contrôle pour l'exploitation des usines de traitement des eaux usées; l'élaboration de principes directeurs relatifs aux actions entreprises en vertu de la Convention internationale sur l'intervention en haute mer en cas d'accident entraînant ou pouvant entraîner une pollution par les hydrocarbures (1969) et du Protocole de 1973 sur l'intervention en haute mer en cas de pollution par les substances autres que les hydrocarbures; des études sur l'équipement des ports en installations permettant de recevoir les déchets provenant des navires et contenant des hydrocarbures, des substances nocives, des eaux usées et des ordures; des études sur les procédures et les dispositions relatives au déversement des liquides nocifs; une évaluation, avec la coopération du Groupe mixte d'experts sur les aspects scientifiques de la pollution des mers des dangers que constitue la présence dans le milieu marin de substances nocives. Pour ce qui est du transfert des techniques, l'OMCI s'est efforcée, avec l'appui financier du PNUD, d'accroître considérablement son aide aux pays en développement dans le cadre de programmes de recherche-développement intéressant les domaines de la construction et des réparations navales.

33. L'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), qui a succédé aux Bureaux internationaux réunis pour la protection de la propriété intellectuelle, a acquis le statut d'institution spécialisée des Nations Unies le 17 décembre 1974. Elle est chargée de promouvoir la création intellectuelle et de faciliter le transfert des techniques relatives à la propriété industrielle au profit des pays en développement, afin d'accélérer le développement économique, social et culturel, sous réserve de respecter la compétence et les responsabilités de l'Organisation des Nations Unies et de ses organes, ainsi que celles des autres organismes du système 27/.

27/ La question des conséquences des progrès scientifiques et techniques sur les droits d'auteur est traitée dans les rapports de l'UNESCO sur les conséquences des progrès scientifiques et techniques sur les droits économiques, sociaux et culturels (E/CN.4/1144, par. 58 à 61 et E/CN.4/1196, chapitre III).

34. L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a été créée en 1957 pour accélérer et renforcer la contribution de l'énergie atomique à la paix, à la santé et à la prospérité dans le monde. La fonction principale de l'Agence concerne l'application de la science et de la technique aux utilisations pacifiques de l'énergie atomique. Dans le cadre de son programme d'assistance technique et de formation, l'Agence cherche à promouvoir le transfert des compétences et des connaissances dans le domaine de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, à appuyer les efforts visant à assurer une plus grande efficacité aux activités relatives à l'énergie nucléaire et à s'assurer que les compétences et connaissances transférées continueront d'être appliquées après que l'assistance de l'Agence aura pris fin. Le programme relatif à l'alimentation et à l'agriculture vise essentiellement à favoriser les applications des isotopes et de l'irradiation à l'alimentation et à l'agriculture dans le cadre d'un programme commun FAO/AIEA qui bénéficie de l'appui de la Division mixte FAO/AIEA de l'énergie atomique dans l'alimentation et l'agriculture. Le programme des sciences biologiques a pour objet de favoriser la mise au point de méthodes et de techniques d'application des radio-isotopes à la médecine et à la biologie, l'accent étant placé en particulier sur la satisfaction des besoins des pays en développement. Le programme des sciences physiques a pour objectif de stimuler la recherche, d'encourager l'échange de renseignements et de données et de coordonner les efforts des savants de divers pays dans les domaines de la physique, des applications industrielles des isotopes, de la chimie, des données nucléaires et de l'hydrologie isotopique. Le programme concernant l'énergie nucléaire et les réacteurs vise à offrir aux Etats membres une assistance intégrée en matière de planification et d'exécution de programmes d'énergie nucléaire aux fins de la production d'électricité et à d'autres fins. Le programme de sûreté nucléaire et de protection de l'environnement vise à assurer l'utilisation sans danger de l'énergie nucléaire, ainsi que la protection de l'homme et de l'environnement contre les effets nocifs des radiations nucléaires et des émissions radio-actives et non radio-actives des installations nucléaires. Le programme de garanties concerne l'application des garanties dans le cadre d'accords auxquels l'Agence est partie. Le laboratoire de l'AIEA fournit un appui aux divers programmes techniques 28/.

28/ Voir la note au paragraphe 5 concernant la question des risques dus aux radiations atomiques.

III. ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS CONCERNANT LA SCIENCE ET LA TECHNIQUE

35. La question des arrangements institutionnels concernant la science et la technique a été examinée pour la première fois par le Conseil économique et social en 1969. Dans sa résolution 1454 (XLVII) du 8 août 1969, le Conseil, notant que les organisations rattachées à l'Organisation des Nations Unies s'intéressaient de plus en plus aux problèmes de l'application de la science et de la technique au développement et que les pays en développement témoignaient un intérêt particulier pour les arrangements relatifs au transfert des techniques, a reconnu qu'il était nécessaire de renforcer et de coordonner les activités actuelles et envisagées, et notamment qu'il serait souhaitable de mettre en place un mécanisme intergouvernemental dans le domaine de l'application de la science et de la technique au développement. Dans sa résolution 1544 (XLIX) du 30 juillet 1970, le Conseil a réaffirmé ce besoin, et a attaché la plus haute importance au renforcement, notamment par l'élimination des lacunes institutionnelles qui pouvaient exister, des activités des organes et organismes des Nations Unies qui s'occupent des problèmes particuliers de l'application de la science et de la technique au développement et de la question du transfert aux pays en développement des techniques d'exploitation.

36. A sa deuxième session, en mars 1974, le Comité de la science et de la technique au service du développement (CSTD) a adopté sa résolution B, par laquelle il a prié le Secrétaire général, agissant par l'intermédiaire du Comité administratif de coordination, d'établir pour la troisième session du Comité un rapport complet énumérant les divers organes ou services des organismes des Nations Unies qui s'occupent de science et de technique, en précisant leurs rapports réciproques et en indiquant comment s'établit entre eux la répartition des grands domaines de compétence, des principaux programmes en cours d'exécution, des ressources actuellement disponibles et des ressources prévues. Une demande semblable figure dans la résolution 1905 (LVII) du Conseil économique et social, en date du 1er août 1974, intitulée "Arrangements institutionnels concernant la science et la technique", aux termes de laquelle le Conseil a prié le Secrétaire général d'entreprendre, en prenant l'avis du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement et après avoir consulté tous les organismes et institutions intéressés des Nations Unies, une étude sur : a) les travaux effectués actuellement par tous les organismes des Nations Unies dans le domaine du développement des connaissances scientifiques et techniques et de leur transfert, particulièrement dans l'intérêt des pays en développement, et b) la possibilité de créer un programme des Nations Unies pour la science et la technique, y compris sa structure, ses attributions et ses responsabilités, en vue de faciliter et d'assurer l'application de la science et de la technique au développement, en particulier dans les pays en développement.

37. Un groupe de travail spécial du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement s'est réuni en janvier 1975 pour examiner les incidences de la résolution 1905 (LVII) du Conseil économique et social relative aux arrangements institutionnels concernant la science et la technique. Le groupe est parvenu à la conclusion que le système des Nations Unies dans son ensemble, malgré les nombreuses et admirables activités qu'il exerce dans le domaine de la science et de la technique, n'avait pas jusqu'alors entièrement relevé le défi qui lui était lancé et qui consistait à faire de l'utilisation des connaissances et de l'application de la science et de la technique l'un des éléments les plus importants de l'aide aux pays en développement visant à leur permettre d'atteindre un niveau de vie plus élevé et de meilleures conditions de

bien-être social, ainsi qu'une répartition plus équitable des revenus. Le groupe a insisté sur la nécessité d'un meilleur usage des ressources existantes en vue de l'harmonisation et du renforcement des moyens disponibles pour mettre en oeuvre les nombreuses propositions et résolutions formulées à l'échelon tant national qu'international.

38. Compte tenu de ce qui précède, le groupe a estimé qu'il était justifié de suggérer l'élaboration d'un programme concerté et intégré pour l'application de la science et de la technique au développement dans les pays en développement. De l'avis du groupe, un éventuel programme des Nations Unies pour la science et la technique devrait comporter essentiellement les tâches suivantes :

- i) centraliser les données relatives aux activités scientifiques et techniques dans le cadre du système des Nations Unies;
- ii) suivre, partout dans le monde, les progrès scientifiques et techniques qui peuvent présenter un intérêt tant pour les pays développés que pour les pays en développement, mais en ayant surtout présents à l'esprit les besoins de ces derniers;
- iii) promouvoir la coopération dans les domaines de la science et de la technique, soit par des accords multilatéraux, soit en ayant recours à des mécanismes de centralisation et de diffusion des données;
- iv) nouer des rapports plus étroits avec la communauté scientifique mondiale, tant dans les pays développés que dans les pays en développement;
- v) coopérer étroitement avec les organisations intergouvernementales, internationales ou régionales, qui traitent de problèmes scientifiques et techniques en dehors du cadre du système des Nations Unies;
- vi) développer au sein des gouvernements une plus grande conscience des problèmes, des questions, des politiques et des possibilités touchant la science et la technique et, à cette fin, organiser, avec l'aide des institutions ou instituts internationaux compétents, des programmes de formation destinés aux responsables gouvernementaux et autres personnes chargées des programmes scientifiques et techniques et de la planification du développement;
- vii) aider les pays les moins développés à définir leurs besoins dans les domaines de la science et de la technique et à élaborer des projets dignes d'être appuyés par les organisations du système des Nations Unies. Cela pourrait se faire avec l'aide de l'UNESCO et la coopération des commissions régionales et, dans bien des cas, l'ONU devrait mettre un conseiller scientifique et technique à la disposition du pays intéressé;
- viii) faire en sorte que le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies lui-même bénéficie, grâce à de petits comités d'experts constitués à titre permanent, de conseils en matière scientifique;

- ix) harmoniser comme il convient les activités scientifiques et techniques entreprises au sein du système des Nations Unies par les différentes institutions 29/.

39. De l'avis du groupe, les six premières tâches supposaient l'amélioration et le développement des ressources que le Secrétariat de l'ONU pouvait y consacrer. La tâche définie au point vii) requerrait la collaboration du Secrétariat avec l'UNESCO et avec les secrétariats des commissions régionales. Pour ce qui était du point vi), c'est-à-dire du rôle de formation que devait jouer le système des Nations Unies, il était préférable de confier la tâche en question à une institution telle que l'UNITAR, qui agirait en collaboration avec l'UNESCO, mais ces activités ne pourraient s'exercer que sous la supervision du Bureau de la science et de la technique du Secrétariat de l'ONU. Le point ix) ne relevait pas uniquement de la compétence du Secrétariat, mais plutôt d'un nouveau mécanisme ou d'un nouvel organe de coordination et, à tout le moins, il nécessitait un meilleur fonctionnement du Sous-Comité de la science et de la technique du Comité administratif de coordination. Ce qui plaidait en faveur de l'existence d'un organe gouvernemental doté de pouvoirs importants, c'était que les gouvernements, tout comme les représentants des institutions, devaient examiner attentivement l'ensemble des activités scientifiques et techniques du système des Nations Unies et formuler les recommandations qui s'imposaient. Le Comité de la science et de la technique au service du développement, qui pourrait jouer ce rôle, n'avait pas jusqu'à présent rempli ces fonctions, soit à cause de son caractère d'organe essentiellement délibérant, soit parce qu'il ne se réunissait qu'une fois tous les deux ans et que la majorité des représentants des gouvernements qui y siégeaient n'avaient pas des qualifications suffisantes pour traiter de l'application de la science et de la technique.

40. Le groupe a insisté sur la nécessité de mobiliser les énergies des gouvernements et des institutions en vue de la mise en oeuvre effective de projets relatifs à la science et à la technique, comme il est suggéré dans le Plan d'action mondial pour l'application de la science et de la technique au développement publié par le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement en 1971, et il a estimé qu'il importait que le système des Nations Unies prenne l'initiative d'aider les gouvernements, soit à titre individuel, soit par groupes de trois ou davantage, en particulier à l'échelon régional, à exécuter les projets hautement prioritaires énumérés dans le Plan d'action, soit directement, soit par l'intermédiaire des institutions compétentes du système des Nations Unies. Pour cela, le Groupe a estimé nécessaire d'élaborer et de doter des ressources financières requises un programme bien défini ne dépendant d'aucune institution particulière et fonctionnant comme le Programme des Nations Unies pour l'environnement.

41. Un tel mécanisme devrait être l'un des buts ultimes de la restructuration des arrangements au sein du système des Nations Unies. Mais un strict minimum consisterait à harmoniser les programmes existants et à renforcer les ressources du Secrétariat qui permettraient d'apporter les renseignements et les services nécessaires à toutes les institutions, et surtout aux gouvernements désireux de disposer d'un programme pour la science et la technique capable de faciliter et

29/ Rapport du Groupe de travail spécial du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement, E/C.8/29, annexe I, pp. 4 et 5.

d'assurer l'application de la science et de la technique au développement. A cet égard, le Groupe de travail a souligné qu'il importait d'établir des liens très étroits entre le secrétariat du Bureau de la science et de la technique, du Siège de l'ONU et les secrétariats des commissions régionales, par l'intermédiaire des services chargés des questions scientifiques et techniques dont celles-ci disposent déjà ou qu'elles sont sur le point de créer. Le Groupe a estimé que les secrétariats des commissions régionales se trouvaient dans une position privilégiée pour aider les gouvernements à élaborer leurs propositions en ce qui concerne leurs besoins particuliers et ceux des régions.

42. Conformément à la résolution 1905 (LVII) du Conseil économique et social mentionnée plus haut et à la résolution B du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement, le Secrétaire général a établi un rapport sur les arrangements institutionnels concernant la science et la technique dans le cadre du système des Nations Unies 30/. Dans ce rapport, il est indiqué que la question d'un programme institutionnel dans le cadre de l'ONU peut être abordé sous deux angles : un programme peut être défini en termes institutionnels, comme c'est le cas pour le Programme des Nations Unies pour le développement ou le Programme des Nations Unies pour l'environnement, et, dans ce cas, ce mot prend un "P" majuscule; ou encore on peut entendre par là un ensemble d'activités bien coordonnées et étroitement liées entre elles et, dans ce cas, le mot prend un "p" minuscule. Dans un cas comme dans l'autre, le but serait de favoriser au maximum l'application de la science et de la technique au développement, en particulier au profit des pays en développement. Ainsi, on s'efforcerait de tirer tout le parti possible de la décentralisation des activités et de l'unification maximale des objectifs et des politiques, tout en assurant la meilleure harmonisation possible des activités du système des Nations Unies et une cohésion, une intégration et une coordination plus étroites de ces activités.

43. Un premier point de vue implique la création d'un programme spécial qui pourrait comprendre les éléments suivants :

- a) un organe directeur chargé de la formulation générale des politiques, ainsi que de la mise au point et de la coordination des programmes;
- b) des moyens analytiques pour définir les problèmes et les priorités, identifier les interactions entre les programmes, formuler et évaluer les programmes intéressant plusieurs organisations et assurer une base fonctionnelle de coordination;
- c) des activités visant à promouvoir des projets mondiaux et régionaux et des projets par pays, ainsi que des recherches et des enquêtes;
- d) des mécanismes destinés à améliorer le rassemblement et l'analyse des données relatives aux activités entreprises tant au sein du système des Nations Unies qu'en dehors de ce système;
- e) l'établissement de liens avec les organismes des Nations Unies compétents et avec la communauté scientifique internationale.

44. On fait observer dans le rapport qu'il est impossible de faire de la science et de la technique une discipline ou une activité sectorielle unifiée ou encore une simple disposition institutionnelle. Compte tenu de ces considérations, le rapport conclut qu'un programme des Nations Unies pour la science et la technique qui serait calqué sur le PNUD ou le PNUE ne répondrait pas nécessairement aux objectifs envisagés dans la résolution 1905(LVII) du Conseil économique et social, à savoir "faciliter et assurer l'application de la science et de la technique au développement, en particulier dans les pays en développement".

45. La seconde méthode consisterait à renforcer le mécanisme existant en vue de donner aux gouvernements la possibilité de fournir de meilleures directives en matière de politique générale concernant les activités collectives entreprises au sein du système des Nations Unies dans le domaine de la science et de la technique, de façon que ces activités donnent les meilleurs résultats possibles, surtout pour les pays en développement. Pour atteindre cet objectif, il faudrait :

- a) faire en sorte que les organismes des Nations Unies élaborent conjointement une politique globale concertée en matière de science et de technique;
- b) renforcer les efforts que déploient les institutions spécialisées et les autres organes en matière de science et de technique et les encourager à collaborer plus étroitement entre eux;
- c) aider les pays en développement à résoudre les problèmes pratiques que peuvent poser le transfert et l'application de la science et la technique et, le cas échéant, à mettre au point des techniques appropriées.

Les éléments utiles à cette fin pourraient être les suivants :

- a) un organe intergouvernemental;
- b) un ou plusieurs organes consultatifs;
- c) un secrétariat doté des ressources financières voulues;
- d) un usage plus intensif de la science et de la technique et un renforcement de la coordination entre tous les organismes des Nations Unies.

46. Il est indiqué dans le rapport que le Comité de la science et de la technique au service du développement pourrait, avec des ressources en personnel suffisantes, continuer à servir d'organe intergouvernemental pour les activités en matière de science et de technique.

47. Le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement pourrait continuer à jouer le rôle d'organe consultatif d'experts. Il est souligné dans le rapport que ce comité a joué un rôle utile au sein du système des Nations Unies; s'il ne s'est pas acquitté de sa tâche d'une manière totalement efficace, c'est en grande partie en raison de facteurs indépendants de sa volonté, tels que le fait qu'on n'ait pas fourni les fonds nécessaires pour appliquer ses propositions et l'absence, jusqu'à une date récente, d'un organe politique approprié : le comité de la science et de la technique au service du développement. Comme le Comité consultatif s'intéresse de près aux arrangements et

programmes internationaux du système des Nations Unies, l'utilité de ses conseils dans ce domaine pourrait être accrue s'il aidait le Comité de la science et de la technique au service du développement à examiner des domaines clés intéressant plusieurs institutions ou autres organismes des Nations Unies. Compte tenu de l'intérêt croissant que suscitent la science et la technique au service du développement, l'importance du rôle joué par le mécanisme consultatif scientifique ira sans doute en augmentant, surtout en ce qui concerne la conférence projetée sur la science et la technique.

48. Le Bureau de la science et de la technique fournirait des services de secrétariat et, dans ce contexte, il aurait pour tâches essentielles :

- a) de fournir des services de secrétariat au Comité consultatif scientifique, au Comité de la science et de la technique au service du développement, au Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement et au Sous-Comité du CAC, et notamment de préparer l'examen de questions particulières et de coordonner ou, le cas échéant, d'appliquer les mesures destinées à donner suite aux conclusions et aux décisions de ces trois organes, avec la participation des institutions spécialisées et des autres éléments du système des Nations Unies qui s'occupent de science et de technique;
- b) de rassembler et de tenir à jour des renseignements particuliers sur les activités et les responsabilités des institutions spécialisées et des autres organismes des Nations Unies qui s'occupent de science et de technique;
- c) de collaborer avec les institutions spécialisées et les autres éléments du système des Nations Unies intéressés en vue :
 - i) de planifier les activités dans le domaine de la science et de la technique afin de les harmoniser et de les intégrer progressivement à un ensemble de politiques scientifiques et techniques des Nations Unies, en se préoccupant tout particulièrement d'identifier les besoins et d'établir un ordre de priorités. Les institutions et les autres éléments du système des Nations Unies seraient invités à mettre un certain nombre de fonctionnaires à la disposition de secrétariats de planification communs, au sein desquels le Bureau de la science et de la technique de l'ONU aurait un rôle de coordination essentiel à jouer;
 - ii) d'évaluer les faits nouveaux, les tendances et les progrès en matière de science et de technique et leur application au développement, en particulier pour ce qui est d'identifier les lacunes existant dans les activités déployées par le système des Nations Unies dans le domaine de la science et de la technique;
 - iii) d'examiner et de souligner, le cas échéant, le rapport essentiel qui existe entre les activités que déploie le système des Nations Unies, surtout dans le domaine de la science et de la technique, et celles qui sont exécutées dans d'autres domaines, tels que la planification du développement et le développement économique.

49. Il importait de créer des moyens d'analyse intégrée à deux niveaux pour permettre au Bureau d'exécuter les tâches qui lui incombait :

a) au niveau du Siège de l'ONU, en augmentant les moyens en personnel spécialisé du Bureau de la science et de la technique et en fournissant les ressources voulues pour entreprendre des études et des recherches;

b) au niveau du système des Nations Unies, il conviendrait de renforcer les liens entre les divers instituts de recherche qui s'occupent de l'application de la science et de la technique au développement et d'envisager la création d'un réseau d'instituts de ce type qui coopéreraient entre eux. Un tel réseau ferait appel aux spécialistes disponibles dans le système des Nations Unies pour établir des analyses intégrées. Il contribuerait, de façon très importante, à édifier un réseau mondial de centres de recherche multidisciplinaire entretenant des rapports étroits entre eux, dont le but serait de mieux faire comprendre la meilleure façon d'utiliser la science et la technique dans le processus de développement.

50. En ce qui concerne la coordination, pour accroître l'efficacité des travaux du Comité administratif de coordination et de son Sous-Comité de la science et de la technique, il pourrait y avoir grand avantage à renforcer ce mécanisme en faisant créer par le Sous-Comité des groupes de travail spéciaux, ou en faisant désigner par le CAC des "organismes directeurs", pour des questions intéressant plusieurs secteurs. Cette méthode permettrait de planifier, de contrôler, d'évaluer et d'exécuter de façon plus cohérente les activités entreprises dans le domaine de la science et de la technique. On pourrait encore améliorer la situation en encourageant les divers organismes des Nations Unies compétents à établir en commun des plans énonçant clairement, en termes scientifiques et techniques, les objectifs généraux de développement social et économique à atteindre et les obstacles susceptibles d'être surmontés par l'application de la science et de la technique. Ces objectifs et ces obstacles pourraient être définis de différentes manières et à différents niveaux. Par exemple, ils pourraient être définis en termes généraux dans le cadre de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, et dans le cadre également des efforts déployés en vue de l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Mais ils pourraient aussi être définis de façon plus précise en fonction de problèmes particuliers tels que la sécheresse dans les zones semi-arides et les suites graves qu'elle peut avoir pour l'avenir des populations de ces régions. De même, ces objectifs pourraient être définis au niveau mondial ou encore à un certain niveau régional (par exemple aux niveaux géographique, culturel ou écologique) ou encore, comme c'est beaucoup plus souvent le cas, au niveau national. L'ONU et les organisations qui lui sont apparentées devraient également renforcer encore les liens qu'elles entretiennent avec les commissions régionales dans le domaine de la science et de la technique.

51. En examinant, à sa vingt et unième session, le rapport du Secrétaire général, le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement a estimé qu'il constituait une évaluation claire et objective de la situation et qu'il devait être approuvé, sous réserve de certaines modifications. En particulier, le Comité consultatif a souligné qu'il serait utile d'organiser périodiquement des réunions conjointes entre le Sous-Comité de la science et de la technique du CAC et le Comité de la science et de la technique au service du développement, par exemple à l'occasion des sessions de ce dernier, ce qui constituerait, pour le seul domaine de la science et de la technique, le pendant des réunions plénières conjointes entre le CAC et le Conseil économique et social.

Le Comité consultatif a souligné que pour assurer l'efficacité des liens entre l'ONU et les organisations qui lui sont apparentées dans le domaine de la science et de la technique, on devrait créer au sein des commissions régionales des services de la science et de la technique ou renforcer ceux dont ces commissions peuvent déjà être dotées. S'agissant des deux approches exposées dans le rapport, le Comité consultatif s'est prononcé à l'unanimité en faveur de la deuxième, à savoir le renforcement du mécanisme existant, conformément à ce qui est proposé dans ledit rapport 31/.

52. A la troisième session du Comité de la science et de la technique au service du développement, tenue en février 1976, un consensus s'est dégagé en faveur de la deuxième formule suggérée par le Secrétaire général dans son rapport. Il a été souligné que, dans le contexte des activités entreprises par les organismes des Nations Unies en matière de développement, la science et la technique constituaient un moyen et non une fin en soi et que, compte tenu de leur caractère universel, elles ne sauraient être regroupées dans un programme unique. Il fallait cependant renforcer le mécanisme de coordination des activités scientifiques et techniques et prévoir des ressources financières supplémentaires suffisantes afin de promouvoir la science et la technique au service du développement, en apportant une attention particulière aux besoins des pays en développement. Plusieurs délégations, tout en reconnaissant la nécessité de renforcer le mécanisme des Nations Unies dans le domaine de la science et de la technique, ont fait observer que, étant donné que le processus de préparation de la conférence devrait s'engager prochainement, il conviendrait d'associer étroitement les efforts accomplis dans ce but aux préparatifs de la conférence. Certaines délégations ont également souligné la nécessité de développer la coordination des activités nationales, régionales et internationales. Un certain nombre de délégations ont expressément mentionné l'importance des fonctions et des responsabilités qu'aurait à exercer le Bureau de la science et de la technique dans le cadre de tout mécanisme affermi des Nations Unies et ont apporté leur soutien à un renforcement sensible du Bureau à la demande du Comité de la science et de la technique au service du développement et du Conseil économique et social. Dans ce contexte, un certain nombre de représentants ont affirmé qu'il était nécessaire que les pays en développement soient effectivement représentés au sein du Bureau 32/.

53. Les modifications à apporter aux mécanismes actuels sont proposées dans le rapport du Groupe d'experts pour l'étude de la structure du système des Nations Unies établi conformément aux dispositions de la résolution 3343 (XXIX) de l'Assemblée générale 33/. Le rapport indique que la structure actuelle n'a pas permis au Conseil économique et social de déléguer véritablement certaines de ses responsabilités à ses organes subsidiaires et que le Conseil, au moment où il examine les rapports de ces organes, passe en revue une fois de plus toute la gamme des questions examinées par ceux-ci. Dans la mesure où les réunions des organes subsidiaires sont organisées longtemps à l'avance, leur ordre du jour

31/ Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement, douzième rapport, E/C.8/30, 14 février 1976, pages 15 à 17.

32/ E/5777, par. 62 à 64.

33/ Nouvelle structure des Nations Unies pour la coopération économique internationale, E/AC.62/9, 28 mai 1975.

et leur documentation ne sont souvent plus d'actualité au moment où les réunions se tiennent et, ce qui est plus grave, c'est aussi souvent le cas pour leurs rapports lorsqu'ils sont examinés par le Conseil. En conséquence, ces organes, de même que le Conseil lui-même, sont souvent dans l'incapacité d'examiner des questions présentant une importance et un intérêt véritables. Pour toutes ces raisons, le Groupe recommande que le Conseil assume directement la responsabilité des travaux actuellement exécutés par ses organes subsidiaires. Les commissions et comités permanents du Conseil, et en particulier le Comité de la science et de la technique au service du développement, le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement et le Comité consultatif scientifique, seraient par conséquent abolis.

54. Pour les remplacer et faciliter les contacts entre l'ONU en général et le Conseil économique et social en particulier et la communauté scientifique mondiale, le Groupe recommande que de petits groupes spéciaux de scientifiques soient convoqués en fonction des besoins pour étudier des problèmes spécifiques et formuler des recommandations dont le Conseil tiendrait compte dans la formulation des politiques pertinentes. La création de ces groupes, dont les membres seraient choisis sur des listes de scientifiques représentant une large gamme de disciplines, donnerait au Conseil la souplesse nécessaire pour traiter, selon les besoins, des questions diverses en constante évolution. Le Groupe recommande en outre qu'un poste de conseiller scientifique auprès du Secrétaire général soit créé; ce conseiller, qui devrait être une personnalité de renommée internationale dont les compétences sont reconnues, assurerait la liaison entre le Secrétaire général et la communauté scientifique mondiale. Il aurait pour principale fonction de fournir en temps voulu des avis au Secrétaire général pour l'aider à prévoir les effets des progrès scientifiques et techniques et à identifier les possibilités qu'offrirait les applications correspondantes, particulièrement pour les pays en développement.

IV. ELABORATION D'UNE POLITIQUE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT

55. Le 10 août 1973, le Conseil économique et social a adopté sa résolution 1826 (LV), relative au rôle de la science et des techniques modernes dans le développement des nations et à la nécessité de renforcer la coopération économique, technique et scientifique entre Etats. Dans cette résolution, le Conseil économique et social demandait instamment, en particulier, aux pays développés et aux organismes compétents des Nations Unies, d'intensifier et d'accroître leurs efforts pour aider les pays en développement à déterminer leurs stratégies et leurs priorités en ce qui concerne la promotion de la science et de la technique au niveau national, et il invitait les pays en développement à intensifier la coopération entre eux afin d'en arriver à pouvoir compter sur leurs propres moyens dans le domaine scientifique et technique. Au paragraphe 7 de la résolution, le Conseil considérait qu'il y avait lieu "d'harmoniser la planification des activités des divers organismes des Nations Unies dans le domaine scientifique et technique et de l'intégrer progressivement en une politique des Nations Unies pour la science et la technique". Le Comité de la science et de la technique au service du développement devait servir de point central pour l'amélioration et pour l'évaluation continue de cette politique et l'UNESCO, la CNUCED et le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement devaient coopérer avec le Comité dans l'accomplissement de cette tâche.

56. L'Assemblée générale a approuvé ces directives dans sa résolution 3168 (XXVIII) du 17 décembre 1973. La partie pertinente de cette résolution de l'Assemblée se lit comme suit :

"4. Appuie en outre l'idée de la nécessité d'élaborer une politique de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la science et de la technique ...

"5. Prie le Secrétaire général de fournir au Comité de la science et de la technique au service du développement l'assistance requise pour la mise en oeuvre des mesures prévues à la résolution 1826 (LV)."

57. A sa deuxième session, en mars 1974, le Comité de la science et de la technique au service du développement a défini ses tâches futures et a reconnu qu'"il devrait devenir le pôle autour duquel s'ordonnerait une politique unifiée de la science et de la technique ...". D'après lui, "pour qu'une politique de l'Organisation des Nations Unies en matière de science et de technique soit efficace, il faut absolument qu'elle satisfasse aux conditions suivantes :

- concentrer les efforts sur les principales tendances;
- coordonner les activités scientifiques et techniques de tous les organes et organismes intéressés des Nations Unies;
- trouver la corrélation optimale entre les efforts déployés aux niveaux international, régional et national;
- prendre en considération les intérêts légitimes de tous les Etats du monde."

Le Comité a indiqué qu'une politique unifiée de la science et de la technique "pourrait viser, à moyen terme, aux objectifs suivants" :

- "a) dégager les problèmes et les tendances les plus importants, présents et à venir, dans le domaine de l'application de la science et de la technique en vue du développement...;
- b) encourager, au niveau national, la formulation et la réalisation des tâches prioritaires dans le domaine de l'application de la science et de la technique au développement qui ont une importance mondiale...;
- c) définir avec précision et réexaminer les problèmes intéressant la science et la technique dont les institutions spécialisées et les organes des Nations Unies s'occupent... Une des tâches les plus importantes du Comité doit être tout au long de ses travaux d'examiner les programmes scientifiques et techniques en cours de réalisation dans le cadre des organismes des Nations Unies et de formuler des recommandations quant à leur coordination, en vue d'accroître dans une large mesure leur efficacité." 34/

58. Le Secrétaire général a nommé un consultant (M. E.E. Galal, Directeur général du Centre égyptien de recherche et de lutte sur les stupéfiants) chargé d'établir un rapport préliminaire sur la portée d'une éventuelle politique de l'Organisation des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement et sur les différentes façons possibles de formuler cette politique 35/. L'auteur du rapport a préconisé l'élaboration d'un cadre de politique générale où seraient définis les principes et les stratégies permettant d'identifier les objectifs, les sources et les modes d'application de la science et de la technique, ainsi que les moyens d'assurer la coordination, l'harmonisation ou l'intégration.

59. Le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement a étudié la question à sa vingt et unième session, en novembre 1975. Il a fait siennes les conclusions adoptées par le Comité de la science et de la technique au service du développement à sa deuxième session concernant les trois composantes à moyen terme d'une politique de l'Organisation des Nations Unies pour la science et la technique. Le Comité consultatif a également reconnu que le Plan d'action mondial et les plans régionaux contenaient une liste détaillée de propositions concernant les problèmes et les tendances ainsi que les priorités.

60. Le Comité a jugé que le consultant avait eu parfaitement raison de penser qu'une politique d'application de la science et de la technique à l'échelle du système des Nations Unies ne devait pas impliquer une conception monolithique de l'élaboration des politiques ou de la prise des décisions. Le Comité a également

34/ Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-septième session, Supplément No 3, par. 117 et 119.

35/ E/AC.52/XXI/CRP.10/Add.1 et Rev.1.

estimé que les besoins et les intérêts des pays en développement, tels qu'ils ont été identifiés dans le Plan d'action mondial et dans la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement et dans la résolution 3362 (S-VII) de l'Assemblée générale, devraient être la considération principale pour la formulation et pour la mise en oeuvre d'une politique. Les activités en cours dans ce domaine devaient être coordonnées rapidement.

61. Le Comité consultatif a souligné qu'il importait d'identifier le rôle et les responsabilités des Etats Membres, tant développés qu'en développement, car sans leurs contributions et leur action suivie, la politique à long terme visée n'avait aucune chance de répondre aux besoins du développement. Le Comité consultatif a également estimé que les résultats des recherches effectuées actuellement par les organismes des Nations Unies dans des domaines connexes, notamment en ce qui concerne les arrangements institutionnels relatifs aux activités dans le domaine de la science et de la technique et aux programmes de ces organismes concernant l'application de la science et de la technique au développement, ne pouvaient manquer d'avoir une grande importance sur la portée et les modalités d'exécution de leur politique dans ce domaine; il en était de même pour les politiques nationales des Etats Membres.

62. Le Comité consultatif a estimé que, compte tenu des services et des mécanismes existants, il n'y avait pas lieu, au stade actuel, de créer un organisme ou une institution ayant pour tâche de formuler cette politique, eu égard aux études en cours sur les besoins des organismes des Nations Unies en matière de partage des responsabilités.

63. Un enseignement scientifique et technique général, et surtout une formation répondant aux besoins particuliers des différents pays en développement, devraient être un élément important de la politique des organismes des Nations Unies. Le Comité consultatif a réaffirmé que l'amélioration des qualifications nationales était indispensable à la formulation et à l'application de toute politique. Il importait aussi de tenir compte du problème de l'exode des compétences.

64. Le Comité a décidé de constituer un groupe de travail permanent chargé d'approfondir la question et de prier le CAC de désigner trois représentants d'organismes qui participeraient aux travaux de ce groupe, lequel aurait également besoin de services de consultants permanents. Ce groupe aurait pour tâche de poursuivre l'étude de problèmes particuliers et des mécanismes de formulation d'une politique des organismes des Nations Unies concernant l'application de la science et de la technique au développement. Il aurait pour objectif de proposer cette politique à la prochaine conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement et d'aider cette dernière à formuler une déclaration ou une résolution sur la question. 36/

65. A sa troisième session, en février 1976, le Comité de la science et de la technique au service du développement a fait siennes les observations et les mesures recommandées par le Comité consultatif. L'accent a été mis sur les idées suivantes :

a) la politique devrait identifier certaines questions prioritaires en vue de coordonner et d'intégrer progressivement les apports des divers secteurs à ces questions;

b) le processus préliminaire et indispensable d'identification des problèmes essentiels devrait déboucher sur la formulation de méthodes et de stratégies pratiques;

c) les objectifs de la politique nationale et les objectifs des programmes en cours d'exécution devraient être clairement identifiés de manière à servir de base à l'orientation générale de la politique;

d) il faudrait tenir compte des intérêts légitimes de tous les pays, eu égard en particulier aux besoins urgents des pays en développement.

66. On a souligné qu'il importait de veiller à ce que la politique qui serait finalement formulée ne repose pas uniquement sur des considérations théoriques, mais aussi sur l'application de ces considérations aux programmes sectoriels et multisectoriels entrepris ou envisagés par les organismes des Nations Unies; à cette fin, la participation active de tous les organes et organismes des Nations Unies était indispensable.

67. Le Comité de la science et de la technique au service du développement a insisté sur le fait qu'il faudrait s'attacher à harmoniser et à intégrer progressivement la politique envisagée, plutôt qu'à l'unifier. La politique pour l'application de la science et de la technique au développement devrait tenir compte des aspects sociaux, économiques et politiques des problèmes de développement. Le Comité de la science et de la technique au service du développement a souligné qu'on ne saurait trop insister sur l'importance des notions énoncées dans les résolutions relatives aux mesures à prendre concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, adoptées par l'Assemblée générale à ses sixième et septième sessions extraordinaires, en particulier en ce qui concernait le transfert des techniques et le renforcement de l'aptitude des pays en développement à appliquer efficacement les techniques à leurs programmes de développement, et sur la nécessité de susciter et d'affermir les motivations présidant à la coopération internationale, ainsi que la volonté politique d'y consacrer les ressources voulues.

68. Il a été recommandé d'aborder simultanément sur trois plans le problème général de la science et de la technique et de leur application au développement, à savoir :

a) formulation d'un cadre de politique générale;

b) participation volontaire et active des Etats Membres à la conférence des Nations Unies sur la science et la technique envisagée, qui devrait constituer un nouveau point de départ d'efforts communs de grande envergure;

c) révision et renforcement des mécanismes institutionnels pertinents au sein du système des Nations Unies.

69. Le Comité de la science et de la technique au service du développement a souligné que, pour identifier les problèmes essentiels et les diverses approches et stratégies possibles - cette identification étant un élément indispensable du processus de formulation de la politique, il faudrait faire appel au groupe de

travail spécial de la politique de la science et de la technique dans le système des Nations Unies, créé par le Comité consultatif, lequel approfondirait la question en collaboration avec les organismes intéressés. La formulation de la politique devrait être pleinement intégrée aux travaux préparatoires de la conférence envisagée.

70. A sa première session, en juillet 1976^{37/}, le Groupe de travail spécial de la politique de la science et de la technique dans le système des Nations Unies, institué par le Comité de la science et de la technique au service du développement (voir plus haut par. 64), a reconnu que la politique des Nations Unies en la matière devait embrasser tous les domaines, y compris, par exemple, celui des sciences sociales. Il faudrait veiller constamment à préserver un équilibre approprié, en attachant une attention toute particulière à la contribution de la politique de la science et de la technique aux objectifs de développement, lesquels sont sans cesse redéfinis. Le Groupe a appuyé l'idée que les diverses activités menées parallèlement à l'échelon international, telles que la révision du Plan d'action mondial et la préparation de la conférence des Nations Unies sur la science et la technique, devaient être menées de concert, afin de définir une stratégie unique, qui engloberait tous les aspects de la question.

71. Le Groupe a souligné l'importance du Plan d'action mondial qui, s'il ne pouvait être considéré comme parfait, n'en était pas moins un document global que chaque pays pouvait examiner eu égard à ses besoins, ses aspirations et son propre système de valeurs. Lorsqu'il avait été élaboré, le Plan d'action mondial était déjà beaucoup plus qu'un simple catalogue des programmes des divers organismes des Nations Unies, et ceci ne ferait que s'accentuer lorsqu'il aurait été révisé. Il traitait notamment, dans ses parties concernant l'éducation et la formation, de la façon d'identifier les besoins prioritaires et les techniques appropriées et de l'amélioration des infrastructures dans le domaine de la science et de la technique. Il traitait aussi des points communs aux programmes des diverses institutions spécialisées des Nations Unies. Un Plan d'action mondial, mis à jour et vraiment efficace, complété par une politique harmonisée en matière de science et de technique, indiquerait clairement la voie des changements à apporter au cadre institutionnel. Le Groupe a recommandé que la priorité soit accordée à la révision et à la mise à jour du Plan d'action mondial, parallèlement aux travaux concernant les mécanismes institutionnels, l'harmonisation de la politique en matière de science et de technique et la préparation de la conférence des Nations Unies sur la science et la technique.

72. Le Groupe a estimé que, pour que les travaux d'élaboration de la politique soient menés avec efficacité, il était souhaitable que le Bureau de la science et de la technique de l'ONU demeure le principal service responsable des activités concernant, par exemple, les services nécessaires au Groupe de travail spécial du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement, les consultants, et la coordination et la participation éventuelles lors des phases préparatoires de la conférence. Des études spéciales dans des domaines particuliers devraient être confiées à des équipes de travail interorganisations.

73. Il a été convenu que les conclusions du Groupe seraient incorporées dans son rapport final, qui serait un document récapitulatif et concis. Après avoir été approuvé par les membres du Groupe, ce document serait officiellement distribué aux organismes intéressés des Nations Unies, suffisamment tôt pour que le Comité consultatif puisse, à sa session suivante, examiner en même temps le document et les observations y relatives des divers organismes.

V. PROCHAINE CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LA SCIENCE ET LA TECHNIQUE
AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT

74. Le 7 décembre 1970, l'Assemblée générale a adopté sa résolution 2658 (XXV), par laquelle elle a prié le Secrétaire général d'entreprendre une étude qui permettrait d'évaluer les principales incidences de la science et des techniques modernes, en particulier sur le développement, et, sur cette base, d'apprécier les résultats obtenus dans le cadre des organismes des Nations Unies ainsi que les difficultés rencontrées dans la promotion de la science et de la technique et leur application au développement dans l'intervalle qui s'est écoulé depuis la Conférence des Nations Unies sur l'application de la science et de la technique dans l'intérêt des régions peu développées, tenue à Genève en 1963. L'Assemblée générale a demandé également au Secrétaire général de suggérer, dans cette étude, d'autres formes d'action internationale, dans le cadre des organismes des Nations Unies, pour faire en sorte que les réalisations scientifiques et techniques soient mises plus efficacement au service des besoins de tous les pays, en accordant une attention particulière à la situation des pays en développement. Dans le rapport qu'il a présenté au Conseil économique et social à sa cinquante-cinquième session, 38/ le Secrétaire général, estimant que la Conférence des Nations Unies sur l'application de la science et de la technique dans l'intérêt des régions peu développées, tenue en 1963, n'avait pas eu les suites pratiques qu'on en attendait, recommandait au Comité de la science et de la technique au service du développement de se préoccuper sérieusement des moyens de susciter la volonté politique nécessaire et de faire prendre, par les Etats Membres, les décisions qui s'imposaient, tant dans les régions en développement que dans les régions développées du monde, ainsi que de promouvoir une action multilatérale grâce aux organismes des Nations Unies. Il suggérait au Comité de la science et de la technique au service du développement d'envisager la convocation d'une conférence internationale consacrée aux politiques et aux mesures pratiques à adopter aux niveaux national et international et il ajoutait que, dans son objet, cette conférence devrait être différente de celle qui s'était tenue en 1963. Dans sa résolution 1826 (LV) du 10 août 1973, le Conseil économique et social a prié le Comité de la science et de la technique au service du développement d'étudier, le moment venu, l'opportunité de réunir une telle conférence.

75. A sa deuxième session, en mars 1974, le Comité de la science et de la technique au service du développement, se fondant sur une note du Secrétaire général, 39/ a considéré la question de la convocation d'une conférence des Nations Unies sur la science et la technique. Dans sa note, le Secrétaire général exprimait l'opinion que la conférence proposée ne devait pas être envisagée essentiellement comme une réunion s'étendant sur deux ou trois semaines, mais comme une période d'activité soutenue de deux ou trois années. Les efforts devraient porter sur l'étude des politiques et des décisions adoptées aux niveaux national et régional en ce qui concerne la coopération scientifique et technique, tant dans les régions en développement que dans les régions développées du monde. Des réunions ou des colloques spéciaux, organisés à l'échelon mondial, devraient examiner quatre ou cinq questions d'intérêt général. La conférence finale, où les gouvernements seraient représentés au niveau ministériel, devrait avoir pour objet principal d'étudier une dernière fois

38/ E/5238.

39/ E/C.8/25.

et d'adopter les décisions émanant des réunions organisées aux niveaux national et régional, ainsi que des réunions sur les sujets d'intérêt spécial. Le Comité de la science et de la technique au service du développement a recommandé au Conseil économique et social d'adopter une résolution à cet effet. 40/

76. Dans sa résolution 1897 (LVII) du 1er août 1974, intitulée : "Question de la convocation d'une conférence des Nations Unies sur la science et la technique", le Conseil économique et social, reconnaissant que l'évolution rapide de la situation dans le domaine de la science et de la technique en général, ainsi que les faits nouveaux qui présentaient un intérêt particulier pour les pays en développement, devaient être contrôlés, et reconnaissant également la nécessité de stimuler un surcroît d'intérêt et d'action dans le domaine de la science et de la technique au service du développement, a souligné la nécessité d'organiser une conférence. Cette conférence, dont le but général serait d'étudier les modes d'action futurs, devrait être soigneusement structurée et devrait traiter uniquement d'un très petit nombre de sujets bien définis. Par cette résolution, le Conseil économique et social a décidé de convoquer en 1975 un groupe de travail intergouvernemental du Comité de la science et de la technique au service du développement, afin d'examiner de façon précise les objectifs, les thèmes et l'ordre du jour d'une telle conférence sur la base des recommandations du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement, du Groupe intergouvernemental du transfert des techniques de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, des commissions économiques régionales et d'autres organes intéressés des Nations Unies.

77. Dans sa résolution 3268 (XXIX) du 10 décembre 1974, l'Assemblée générale a invité le Comité de la science et de la technique au service du développement, le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, les commissions régionales et les autres organes intéressés des Nations Unies, à prendre en considération, dans les travaux préparatoires de la conférence, la question de la promotion des droits de l'homme.

78. Le Groupe intergouvernemental du Comité de la science et de la technique au service du développement, chargé d'étudier notamment la proposition d'organiser une conférence sur la science et la technique, s'est réuni en avril 1975. Au cours du débat sur la question, les délégations ont généralement convenu que la conférence envisagée, contrairement à la Conférence de 1963 sur l'application de la science et de la technique dans l'intérêt des régions peu développées, ne devrait pas être une "foire scientifique" mais devrait s'intéresser expressément à l'application de la science et de la technique au développement, et plus particulièrement à celui des pays en développement et à l'interaction entre les connaissances scientifiques et techniques disponibles, les institutions nécessaires et la volonté politique d'en faire bénéficier le processus de développement. Il a aussi été recommandé que les pays se fassent représenter à la conférence de telle manière que des décisions puissent être prises, c'est-à-dire par des ministres, lesquels seraient accompagnés au besoin d'experts spécialisés dans différents domaines. On a souligné que la conférence devrait être orientée vers l'action et qu'il faudrait prévoir la suite à y donner. A cet égard, de nombreuses délégations ont estimé qu'en recommandant les mesures à prendre, la conférence devrait différencier les besoins des

divers pays et régions plutôt que chercher à les ramener à un dénominateur commun à l'échelle mondiale, qui serait trop général pour se prêter à des applications et à des analyses pratiques. La plupart des délégations ont estimé que la conférence ne devrait pas être simplement une réunion de deux semaines mais représenter plutôt l'aboutissement d'activités préparatoires entreprises aux niveaux national, régional et interrégional. Quant à la nature des activités préparatoires, il a été généralement reconnu qu'il devrait être procédé à un examen de l'application de la science et de la technique au développement au niveau national, sur la base d'études détaillées qui seraient ensuite examinées au niveau régional. Pour que les différentes études soient comparables, des lignes directrices pour la préparation des études faites à l'échelon national seraient indiquées par le comité préparatoire de la conférence envisagée.

79. Le groupe a recommandé au Comité de la science et de la technique au service du développement d'adopter un projet de résolution aux termes duquel les principaux objectifs de la conférence devraient être :

- a) d'adopter des décisions concrètes sur les moyens d'appliquer la science et la technique lors de l'instauration d'un nouvel ordre économique international, en tant que stratégie visant au développement économique et social dans un certain délai,
- b) d'adopter des moyens efficaces pour utiliser les potentiels scientifique et technique en vue de résoudre des problèmes de développement d'importance nationale, régionale et mondiale, surtout dans l'intérêt des pays en développement,
- c) de fournir aux pays en développement des moyens de coopération en vue d'utiliser la science et la technique pour résoudre, conformément aux priorités nationales, les problèmes socio-économiques qui ne peuvent pas être résolus par une action individuelle.

80. Le groupe a recommandé l'ordre du jour suivant pour la conférence :

1. Science et technique au service du développement

- a) Choix et transfert des techniques à utiliser pour le développement;
- b) Elimination des obstacles qui empêchent une meilleure utilisation des connaissances et des capacités scientifiques et techniques aux fins du développement de tous les pays, particulièrement dans le cas de leur utilisation dans les pays en développement;
- c) Méthodes d'intégration de la science et de la technique au développement socio-économique;
- d) Sciences et techniques nouvelles de nature à surmonter les obstacles au développement.

2. Arrangements institutionnels et nouvelles formes de coopération internationale pour l'application de la science et de la technique
 - a) Création et développement, dans les pays en développement, de systèmes institutionnels intéressant la science et la technique
 - b) Recherche-développement dans les pays industrialisés concernant les problèmes qui présentent de l'importance pour les pays en développement
 - c) Mécanismes d'échange d'informations scientifiques et techniques et de données d'expérience importantes pour le développement
 - d) Renforcement de la coopération internationale entre tous les pays et élaboration de nouvelles formes concrètes de coopération internationale dans le domaine de la science et de la technique aux fins du développement
 - e) Promotion de la coopération entre pays en développement et rôle des pays développés dans cette coopération

3. Utilisation du système existant des Nations Unies et des autres organisations internationales

Utilisation du système existant des Nations Unies et des autres organisations internationales afin de réaliser les objectifs ci-dessus de façon coordonnée et intégrée

4. La science, la technique et l'avenir

Débat sur la base du rapport d'un groupe d'experts qui se réunira pour examiner cette question

81. Le projet de résolution contenait les dispositions suivantes concernant la période préparatoire :

1. La période préparatoire de la conférence doit faire partie intégrante de la conférence elle-même et en constituer un élément fondamental, en donnant lieu à des analyses préliminaires, aux échelons national et régional, des problèmes socio-économiques pertinents qui peuvent être résolus grâce à la science et à la technique.
2. Un nombre limité de domaines seraient choisis en vue de fournir des matières importantes pour l'analyse et la discussion des questions inscrites à l'ordre du jour, compte tenu des priorités nationales, au cours du processus préparatoire et conformément aux critères ci-après :
 - a) Etre peu nombreux, cinq au maximum;
 - b) Recouvrir des problèmes ayant des incidences sociales et économiques et pouvant être résolus grâce à l'application de la science et de la technique;
 - c) Pouvoir être traités de façon intégrée et pluridisciplinaire et dans une optique interinstitutions;

- d) Se rapporter nettement aux problèmes de développement de tous les pays, surtout des pays en développement, et se dégager des priorités nationales grâce à un consensus régional;
- e) Etre clairement définis et circonscrits.

Les travaux préparatoires devraient permettre de rassembler les données appropriées et des analyses pratiques grâce à une étude approfondie par les Etats Membres 41/.

82. A sa septième session extraordinaire, l'Assemblée générale a adopté sa résolution 3362 (S-VII), en date du 16 septembre 1975, dans laquelle elle a mis en relief, parmi les objectifs de la prochaine conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement, celui, essentiel, de renforcer le potentiel technique des pays en développement afin de leur permettre d'appliquer la science et la technique en faveur de leur propre développement.

83. A sa vingt et unième session, en novembre 1975, le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement a souligné, à cet égard, que l'objet de la conférence devrait être d'amener les gouvernements, agissant individuellement et en coopération les uns avec les autres, à prendre des décisions et des mesures. A cette fin, il était indispensable que les participants au stade final et au niveau le plus élevé soient les ministres chargés de la planification et du développement, qui ont toute l'autorité voulue pour influencer sur les décisions touchant les questions de principe fondamentales. Mais, dans le contexte de la conférence, les moyens d'action sont la science et la technique, et il était donc tout aussi indispensable de veiller à ce que la communauté scientifique de tous les pays participants soit intimement et activement liée à toutes les phases des travaux préparatoires et à la conférence proprement dite. Une association aussi étroite entre les responsables officiels et les scientifiques était en tout état de cause une condition indispensable, au niveau national, à l'application féconde de la science et de la technique au développement. Le Comité consultatif insistait sur l'idée que la conférence devrait considérer le développement au sens large du terme. Il ne devrait pas s'agir uniquement du développement économique et social au sens technique, mais aussi de la nécessité de réaliser toutes les aspirations humaines à une vie de la plus haute qualité. La conférence devrait donc être conçue d'un point de vue multidisciplinaire.

84. Le Comité consultatif a fait observer que les thèmes que l'on retiendrait pour la conférence devraient autant que possible être des thèmes qui intéresseraient sinon tous les pays du monde, du moins la plupart d'entre eux. A titre d'exemple des problèmes qui pourraient être retenus, le Comité consultatif mentionnait les suivants : les sources d'énergie appropriées, les engrais, le rôle de l'alimentation dans le développement des êtres humains, l'hygiène, la gestion des eaux dans les zones arides ou semi-arides, l'enseignement, l'évaluation des techniques, l'application de la science de la gestion au développement, et l'élaboration de politiques en matière de science et de technique. Pour que la conférence soit couronnée de succès, tous les organismes des Nations Unies, ainsi que d'autres organisations internationales s'occupant directement de l'application de la science et de la technique au développement, devraient être intimement associés à

ses travaux. En ce qui concernait l'ordre du jour proposé par le Groupe de travail intergouvernemental, le Comité consultatif a estimé qu'il serait préférable que la conférence commence par examiner la question du rôle de la science et de la technique dans l'avenir. On pourrait alors disposer d'un cadre pour l'examen d'autres questions appelant des décisions détaillées 42/.

85. A la troisième session du Comité de la science et de la technique au service du développement, en février 1976, il a été convenu que l'ordre du jour provisoire de la conférence proposé dans le projet de résolution devait être reformulé en termes plus précis au cours de la phase préparatoire et, en particulier, après les réunions régionales. Il a aussi été décidé qu'il fallait mentionner intégralement, dans le préambule du projet de résolution, les objectifs de la conférence, tels qu'ils sont définis au paragraphe 7 de la section III de la résolution 3362 (S-VII) de l'Assemblée générale. La plupart des délégations ont souhaité que la conférence ait lieu au cours du premier semestre de 1979. S'agissant de la structure organisationnelle de la conférence, les délégations ont été unanimes à estimer qu'un comité préparatoire intergouvernemental était nécessaire et que le Comité de la science et de la technique au service du développement était l'organe le mieux placé pour s'acquitter de cette tâche, sous réserve, éventuellement, de quelques modifications. Les délégations ont également été d'accord dans l'ensemble pour estimer que le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement devrait jouer le rôle d'organe consultatif spécialisé pendant toute la durée de la phase préparatoire. De même, les délégations ont été unanimes à estimer que tous les organes et organismes compétents des Nations Unies devaient participer pleinement à cette phase. Enfin, par compromis, l'accord s'est fait sur la création d'un secrétariat mixte pour la conférence, composé du Bureau de la science et de la technique et de fonctionnaires compétents de la CNUCED, de l'UNESCO et d'autres organes et organismes des Nations Unies. Toutes les propositions approuvées par le Comité ont été incorporées dans le projet de résolution préparé par le Groupe intergouvernemental et ce projet a été présenté pour adoption à la soixante et unième session du Conseil économique et social.

86. Le 4 août 1976, le Conseil économique et social a adopté sa résolution 2028 (LXI), dans laquelle sont incorporées les recommandations mentionnées plus haut aux paragraphes 79 à 81 et 85. En outre, par cette résolution, le Conseil économique et social a prié le Comité de la science et de la technique au service du développement d'exercer les fonctions de comité préparatoire de la conférence, ouvert à tous les Etats intéressés, et il a recommandé qu'un secrétaire général soit nommé aussitôt que possible pour diriger le secrétariat de la conférence, lequel se composerait du Bureau de la science et de la technique et de fonctionnaires compétents du PNUD, de l'ONUDI, de l'UNESCO et d'autres organes et organismes des Nations Unies. Le Conseil économique et social a demandé également que, pour les travaux préparatoires à la conférence, le Comité consultatif sur l'application de la science **et de la technique** au développement fournisse au secrétaire général de la conférence et au comité préparatoire des avis sur les questions intéressant la conférence et qu'il aide et participe, sur la demande du secrétaire général de la conférence, à la préparation de la conférence à l'échelon régional. Le Conseil économique et social a invité les gouvernements à participer pleinement à la préparation de la conférence et a recommandé à l'Assemblée générale de décider, à sa trente et unième session, de convoquer la conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement au cours de l'année 1979, en temps voulu pour que l'Assemblée générale puisse prendre des mesures, à sa trente-quatrième session, à la lumière des résultats de la conférence.

42/ E/C.8/30, annexe II, p. 1 et 2.